

Mémoire de Master 2 à l'IUP Aménagement et Projets de Territoire.

Armelle d'Isoard de Chenerilles, promotion 2013/2014.

L'ESPACE JOB : UNE EXPERIMENTATION CITOYENNE TERRITORIALISEE, A LA CROISEE DES LOGIQUES ASSOCIATIVES, HABITANTES ET INSTITUTIONNELLES



Directrice de mémoire : Mariette Sibertin Blanc, Maître de conférences, Département de géographie, LISST CIEU, Université Toulouse 2 Jean Jaurès.

Maîtres de stage :

Thomas Bunel – Collectif Job (membre du Conseil d'Administration).

Fabienne Léguevaques – Mairie de Toulouse (Responsable de l'équipement).

Mémoire de Master 2 à l'IUP Aménagement et Projets de Territoire,

Armelle d'Isoard de Chenerilles, promotion 2013/2014.

L'ESPACE JOB : UNE EXPERIMENTATION
CITOYENNE TERRITORIALISEE,
A LA CROISEE DES LOGIQUES ASSOCIATIVES, HABITANTES
ET INSTITUTIONNELLES

Directrice de mémoire : Mariette Sibertin Blanc, Maître de conférences, Département de géographie, LISST CIEU, Université Toulouse 2 Jean Jaurès.

Maîtres de stage :

Thomas Bunel – Collectif Job (membre du Conseil d'Administration).

Fabienne Léguevaques – Mairie de Toulouse (Responsable de l'équipement).



REMERCIEMENTS

Je tiens à remercier les nombreuses personnes qui m'ont suivie durant le stage, de près ou de loin, côté Collectif Job et Mairie : Thomas Bunel, Fabienne Léguevaques, Anne Péré, Caroline Braquehais, Véronique Azam, Marcel Martin, Bernard Margras, Stéphane Gauthier ainsi que les bénévoles au festival *Le vent se lève à Job*.

Je tiens également à remercier Mariette Sibertin Blanc pour cet encadrement de mémoire.

Et les amis qui m'ont soutenu jusqu'à cette rentrée, en particulier Marlène et Florian.

SOMMAIRE

Remerciements	4
Sommaire.....	5
Introduction : Eléments de qualification de la démocratie participative	6
Partie 1 : L'Espace Job, une expérimentation singulière de démocratie participative territorialisée, à la croisée des logiques ascendantes et descendantes	12
1.1. Les éléments constitutifs d'une mobilisation socio-territoriale.....	16
1.2. La revendication d'un projet citoyen et politique particulier : préfiguration d'une expérience participative.....	22
1.3. La lente prise en compte par les pouvoirs publics d'une demande sociale de participation : l'apprentissage de la démocratie participative	30
Partie 2: Le projet du Collectif Job, favoriser l'engagement politique des citoyens sur différents registres et formes d'actions	42
2.1. La question de la participation citoyenne au centre des réflexions	42
2.2. L'éducation populaire : source de nouvelles pratiques participatives	48
2.3. La mobilisation des citoyens sur des enjeux de proximité	52
Partie 3 : Quels apports et limites de Job en lien avec les problématiques de démocratie participative ?	59
3.1. Les limites organisationnelles de la pérennisation de l'action	58
3.2. La représentativité du collectif, quelle légitimité de l'action ?.....	62
Conclusion	68
Bibliographie.....	70
Table des illustrations.....	77
Annexes.....	78

INTRODUCTION : ELEMENTS DE QUALIFICATION DE LA DEMOCRATIE PARTICIPATIVE

L'aménagement du territoire relève de stratégies spatiales, d'échelles d'interventions, et d'outils, qui territorialisent les actions de développement des politiques publiques sectorielles, résultats d'une politique définie par les autorités publiques, centrales ou locales. Fondé sur les mécanismes de démocratie représentative, ce modèle est en prise aux « *transformations des modalités de gestion des territoires* »¹, qui s'opèrent depuis une vingtaine d'année, à travers la multiplication des échelles de projets, des acteurs impliqués et des formes de partenariats entre pouvoirs publics et privés. Ainsi, face à cette complexification de l'action publique et à son ouverture à des acteurs non élus qui revendiquent « *une valorisation de la démocratie participative dans les processus décisionnels* »², la question de la participation se pose. En quoi modifie-t-elle les modalités de prise de décisions ? Quels sont impacts dans la conception et la mise en œuvre des politiques publiques ?

L'introduction de la thématique participative dans l'aménagement n'est toutefois pas nouvelle. Elle remonte au moins aux années 1960, notamment avec l'émergence de mouvements urbains porteurs d'une critique sociale, qui mettront en place une série d'expérimentations mobilisant habitants et professionnels, le cas de l'Alma Gare à Roubaix étant la meilleure illustration de ce phénomène en France. Cependant, l'association des habitants/usagers à l'aménagement de leur cadre de vie a pris une ampleur particulièrement considérable ces vingt dernières années, jusqu'à devenir injonction, comme en témoigne l'actualité autour de la politique de la Ville. Le dernier exemple en date étant la création d'une bourse nationale par le Commissariat général à l'égalité des territoires (CGET), en lien avec l'ANRU, dédiée aux actions qui souhaitent favoriser la

¹ BACQUE M.H., GAUTHIER M., « Participation, urbanisme et études urbaines, quatre décennies de débats et d'expériences depuis « A ladder of citizen participation » de S. R. Arnstein », *Participations*, 2011/1 N° 1, p.45.

² FAURE A., GLASSEY O., LERESCHE J.P., « Démocratie participative et démocratie différentielle », *Métropoles* [En ligne], 2010/7, mis en ligne le 14 juin 2010, consulté le 28 août 2014.

participation des habitants. Ce soutien financier est censé permettre « *un essaimage des pratiques les plus inspirantes avec l'ambition de créer un nouveau cadre de référence qui donne aux habitants une place réelle dans la construction des politiques publiques.* ». Ainsi, comme l'illustre cet exemple, à la différence des mouvements sociaux ascendants des années 1960, la participation renvoie depuis les années 1990 à des « *dispositifs institués plus ou moins standardisés, mais le plus souvent organisés et contrôlés par une autorité politique ou administrative* »³. Cette procéduralisation révélerait une « *évolution substantielle du gouvernement représentatif* »⁴, qui aurait su se renouveler en intégrant les critiques qui lui été adressées, marquant selon Loïc Blondiaux « *un nouvel esprit de la démocratie* »⁵.

Au-delà de ces considérations, il apparaît surtout que la notion de démocratie participative est floue et porteuse d'ambiguïtés. En effet, parce qu'elle repose sur une pluralité d'acteurs aux stratégies et conceptions différentes, voire antagonistes, de la démocratie, les justifications de sa mise en œuvre sont tout aussi complexes. Quelles sont alors les visées de ses différents usages ? Démocratisation ou relégitimation de la démocratie représentative ? Emancipation des individus ou instrument de régulation des conflits ? Justice sociale ou management de l'action publique ?

Dans l'ouvrage de M.H. Bacqué, H. Rey et Y. Sintomer⁶, une typologie des objectifs est dégagée pour caractériser les visées de la participation ainsi que ses effets.

Elle peut avoir des objectifs gestionnaires. Dans ce cas, c'est l'expertise d'usage des habitants qui est avant tout mobilisée comme vecteur d'amélioration des politiques publiques ou de

³ BLONDIAUX Loïc, FOURNIAU Jean Michel, « Un bilan des recherches sur la participation du public en démocratie : beaucoup de bruit pour rien ? », *Participations*, 2011/1 N° 1, p.17.

⁴ MAZEAUD Alice, « Dix ans à chercher la démocratie locale, et maintenant ? Pour un dialogue entre politiques publiques et démocratie participative », ENS Lyon, novembre 2009, p.1.

⁵ BLONDIAUX Loïc, *Le nouvel esprit de la démocratie. Actualités de la démocratie participative*, Ed. du Seuil et La République des Idées, 2008, 109p.

⁶ BACQUE Marie Hélène, REY Henri, SINTOMER Yves (dir.), *Gestion de proximité et démocratie participative : une perspective comparative*, Ed. La Découverte, Paris, 2005, 314p.

modernisation administrative. Cela peut permettre l'amélioration des services de proximité à l'échelle micro locale, alliant démocratie et efficacité, mais les effets sont vite limités à plus grande échelle lorsque l'administration ne met pas en œuvre un processus de modernisation de son fonctionnement interne.

Elle peut avoir des objectifs sociaux, la participation étant alors mobilisée comme réponse aux inégalités sociales. Même si les effets sont difficilement mesurables, les auteurs sont sceptiques quant à leurs impacts sur la répartition des ressources. En ce sens, ils soulignent la faible présence des individus des classes populaires dans des instances de participation aux objectifs souvent consensuel, qui « *tendent à négliger les conflits sociaux et à faire des couches moyennes la norme de référence sur laquelle devraient s'aligner les individus des groupes dominés.* »⁷.

Enfin, les objectifs de la participation peuvent être politiques, comme façon de légitimer la démocratie représentative et les systèmes politiques en place, ou à l'inverse, d'étendre la démocratie par le développement d'espaces publics locaux. Dans le second cas, la participation ne serait pas censée « *se cantonner à de l'ingénierie gestionnaire ou sociale mais déboucher sur une transformation des relations civiques* »⁸. Les effets sont alors en lien avec l'apprentissage de la citoyenneté, l'acquisition de compétences et savoir-faire, la meilleure compréhension des logiques de la gestion publique.

D'autres typologies peuvent être mobilisées pour caractériser davantage la participation et tenter de dépasser le flou sémantique, voire les ambiguïtés politiques, qui l'accompagnent. Cela peut se faire en fonction de la nature des dispositifs mis en place (conseil de quartier, fonds de quartier, référendums, budgets participatifs, développement communautaire, jurys de citoyens, commissions consultatives...), et de leur temporalité, mais aussi selon les publics visés (citoyens organisés, échantillons représentatifs de citoyens, catégories spécifiques de citoyens...). De loin la plus usitée

⁷ *Ibidem*, p.28.

⁸ *Ibidem*, p.30.

pour qualifier les questions et degré de participation, l'échelle d'Arnstein⁹ rend compte du pouvoir consenti aux citoyens. Plus récemment, dans le rapport *Planning sustainable cities*, UN-Habitat propose une nouvelle typologie basée sur l'empowerment des citoyens pour tenter de qualifier les formes de participations contemporaines.

Figure 1 : Typologie de la participation en fonction de l'empowerment des citoyens

- La **participation nominale** : affichage, manipulation ;
- La **participation consultative** : rassemblement d'information pour une décision éclairée ;
- La **participation instrumentale** : participation des citoyens à la réalisation concrète d'un projet, la réalisation de travaux notamment ;
- La **participation représentative** : implication citoyenne à travers le système politique démocratiquement élu (vote), notamment les élus locaux ;
- La **participation transformative** : partenariat entre acteurs institutionnels et groupes de citoyens, avec dévolution de pouvoirs et de ressources.

Source : UN-Habitat (2009)¹⁰

Toutefois, même dans une optique d'approfondissement de la démocratie, les dispositifs participatifs descendants mis en place par les institutions se heurtent à des défis similaires. Huit questions¹¹ transversales aux recherches sur la participation se dégagent quant à l'influence de ces dispositifs sur la transformation des individus, l'impact sur la décision, les effets structuraux et substantiels de la participation, la place du conflit, l'influence des dispositifs, l'institutionnalisation de la participation et sa codification juridique, la professionnalisation de la participation, et la

⁹ ARNSTEIN S.R., « A ladder of citizen participation », *Journal of the American Institute of Planners*, 1969, p.216-224.

¹⁰ LIZARRALDE G., MAHERZI F.A., THOMAS-MARET I., VIEL L., « L'influence des parties prenantes dans les grands projets urbains », *Cybergeo : revue européenne de géographie* [En ligne], aménagement - urbanisme, document 604, mis en ligne le 26 Avril 2012, consulté le 28 aout 2014.

¹¹ Pour approfondir ces huit notions, voir BLONDIAUX L., FOURNIAU J.M., « Un bilan des recherches sur la participation du public en démocratie : beaucoup de bruit pour rien ? », *Participations*, 2011/1 N° 1, p.8-28.

redéfinition de l'expertise¹². Dans quelle mesure ces éléments impactent-ils les questions d'aménagement ? En quoi ces nouvelles modalités de construction de l'action publique sont-elles prises en compte dans les actions de développement territorial ?

Par ailleurs, même si la littérature scientifique est proluxe en la matière, la participation ne peut être réduite à ces seuls dispositifs institutionnels. Comme le montre l'anthropologue Catherine Neveu, celle-ci se déploie dans des mouvements qui se tiennent parfois volontairement à l'écart des institutions, mais contribuant tout autant, de par leur forme, à « *transformer et entretenir le débat sur ce qui fait société et les enjeux de sa transformation* »¹³.

Des projets plus rares existent, à la croisée de ces logiques descendantes et ascendantes, où les dispositifs émanent d'une double volonté, à l'instar de l'expérience emblématique de Porto Alegre. Cette reconnaissance des batailles sectorielles des mouvements de quartier, via l'arrivée au pouvoir du Parti des Travailleurs, porteur d'un projet politique réformateur, montre le rôle des mouvements sociaux dans « *l'émergence et la consolidation des pratiques participatives* »¹⁴.

Nous allons nous intéresser ici à l'expérience de l'Espace Job qui matérialise, via un projet de co-gouvernance du lieu en question, la rencontre entre une structure publique, la Mairie de Toulouse, et associative, le Collectif Job. La réhabilitation par la Mairie de cet ancien site industriel en centre socioculturel marque l'avènement de la mobilisation des anciens salariés de l'usine Job, aux côtés des habitants et associations du quartier, rassemblés en collectif pour l'action. D'une lutte pour la sauvegarde d'un bâtiment à son animation, le Collectif Job s'est saisi en parallèle d'enjeux plus larges en lien avec le développement du quartier. De fait, qu'est-ce que cette forme d'intégration institutionnelle spécifique apporte-t-elle dans la formulation d'enjeux locaux ? Quelle capacité

¹² Il n'est pas opportun de les expliciter ici mais certaines d'entre elles seront reprises et détaillées dans le développement.

¹³ NEUVEU Catherine, « Démocratie participative et mouvements sociaux : entre domestication et ensauvagement ? », *Participations*, 2011/1 N°1, p.205.

¹⁴ *Ibidem*, p.188.

d'initiative d'un tel collectif en matière de développement territorial ? Quelle plus-value de cette expérimentation citoyenne territorialisée ?

L'étude de l'émergence de l'action collective et sa formalisation constituera une première base pour l'analyse des processus de citoyenneté et d'engagements à l'œuvre au sein de l'Espace Job, reflet de la construction d'un projet participatif par les associations et habitants investis sur le quartier. Après cette contextualisation, il sera question d'aborder les modalités et registres d'actions mobilisés et développés par le Collectif pour pérenniser cette idée participative et mener un projet de développement territorial à l'échelle du quartier, partant des initiatives citoyennes. Enfin, nous nous pencherons sur les apports et les limites de cette expérience en fonction des débats actuels de la participation.

PARTIE 1 : L'ESPACE JOB, UNE EXPERIMENTATION SINGULIERE DE DEMOCRATIE PARTICIPATIVE TERRITORIALISEE, A LA CROISEE DES LOGIQUES ASCENDANTES ET DESCENDANTES

RAPIDE PRESENTATION DE L'ESPACE JOB



Ancienne usine de papier située dans le quartier des Sept Deniers, l'Espace Job est un équipement municipal ouvert depuis le 1^{er} octobre 2011. Sa réhabilitation fait suite à la mobilisation des ex-salariés, habitants et associations du quartier, constitués en collectif pour sa sauvegarde et la défense d'un projet social, culturel et citoyen. Il comprend une salle de spectacle, des salles d'activités diverses, des salles de musique, un studio d'enregistrement, une piscine municipale. Trois associations du Collectif Job y sont actuellement résidentes pour proposer leurs activités (MJC des Ponts Jumeaux, 7 Animés et Music' Halle).

A l'issue de longues négociations et suite à un changement opportun de municipalité en 2008, le Collectif Job et la Mairie de Toulouse ont opté pour une co-gouvernance du bâtiment, forme de gestion inédite parmi les centres socio-culturels toulousains. Nous allons nous attacher à démontrer dans cette première partie en quoi ce projet relève d'une expérience singulière de démocratie participative et quelles sont les plus-values apportées. La notion de démocratie participative, empruntée ici au registre de la science politique, est ici entendue comme *« l'articulation de la démocratie représentative avec des mécanismes d'implication directe des citoyens dans la prise de décision publique »*¹⁵.

¹⁵ NEZ Eloïse, *La démocratie participative locale. Un questionnement de sa dimension inclusive à partir des expériences de Bobigny et de Barreiro*, série Mémoires de maîtrise, N°10, Université du Québec, 2006, p.12.

Exercée par des individus et des groupes sociaux « *sans statut ni mandat pour prendre part de façon conventionnelle aux processus décisionnels et qui n'ont d'ordinaire d'autres moyens de peser sur ces processus que le vote, le recours en justice et la mobilisation collective.* »¹⁶, ce « *quatrième pouvoir* »¹⁷ admet une version plus large du citoyen que sous son acceptation juridique, incluant les individus privés de liberté politique comme les étrangers ou les mineurs par exemple. C'est à cette notion plus large que nous renverrons à l'évocation du terme citoyen dans le développement.

Il s'agira dans un premier temps de contextualiser la mobilisation socio-territoriale dont l'usine Job a fait l'objet pour pouvoir rendre compte par la suite des processus d'engagement, des motivations et des ressources qui ont permis la construction de ce projet culturel social et citoyen. Nous verrons enfin comment le projet a été négocié puis formalisé en interface avec les pouvoirs publics, marquant l'apprentissage commun d'une culture participative. Finalement, c'est la préfiguration et l'expérimentation d'un projet participatif au sein de l'Espace Job qui sera retranscrit en filigrane dans ce développement.

Une chronologie de la constitution du Collectif Job mise en perspective avec l'évolution du site, est schématisée ci-dessous afin de fournir au lecteur des repères temporels avant d'entrer dans le développement. Ce dernier pourra également consulter en annexe un aperçu des divers registres et formes d'actions menées par le Collectif de 2002 à 2006, ainsi que son évolution au sein d'un système d'acteurs complexe. Une présentation des associations du Collectif figure également en annexe afin de mieux situer les rôles, champs d'actions et engagements de chacune.

¹⁶ RUI Sandrine, « La démocratie participative », dans BARBIER R., BLONDIAUX L., CHATEAURAYNAUD F., FOURNIAU J-M., LEFEBVRE R., NEVEU C. et SALLES D. (dir.), *Dictionnaire critique et interdisciplinaire de la participation*, Paris, GIS Démocratie et Participation, 2013.

¹⁷ Ce « quatrième pouvoir » des citoyens quand ils participent à la prise de décision, viendrait s'articuler aux trois pouvoirs classiques (le législatif, l'exécutif, le judiciaire), selon la définition de la démocratie participative dans l'ouvrage de BACQUE Marie Hélène, REY Henri, SINTOMER Yves (dir.), *Gestion de proximité et démocratie participative : une perspective comparative*, 314p, Ed. La Découverte, Paris, 2005, p.36.

Figure 2 : La constitution du Collectif Job et l'évolution du site industriel



Figure 3 : Evolution de l'usine Job, entre état de marche, abandon et réhabilitation



Source : Google Image

1.1. Les éléments constitutifs d'une mobilisation socio-territoriale

Nous allons ici voir en quoi la constitution du collectif est une mobilisation particulière pouvant être qualifiée de socio-territoriale. En effet, alors que la question du territoire est abordée dans la sociologie de l'action collective souvent de manière indirecte à travers les mobilisations qualifiées de « Nimby », il est important de souligner ici que l'espace, en particulier le site de l'usine Job, fut constitutif de la mobilisation. Quant à la dimension sociale de la mobilisation, nous allons voir comment elle s'exprima à travers sa capacité à « mobiliser au-delà du site de référence, et sur des thématiques ou des revendications qui le dépassent »¹⁸.

1.1.1. Une lutte syndicale pour la sauvegarde de l'usine Job

Créée en 1903 par Jean Bardou, JOB est une entreprise notamment connue pour son papier à cigarette ainsi que pour son papier de luxe. L'usine Job des Sept Deniers, dessinée par les frères Thuriès, prit forme sur le quartier des années 1929 à 1931.

Figure 4 : Le site de l'usine Job en activité et son emprise dans le quartier



Source : Google image

¹⁸ FRANQUEMAGNE Gaël, *Les mobilisations socio-territoriales : le Larzac, une cause en mouvement*, thèse pour le doctorat en science politique, Institut d'Etudes Politiques de Bordeaux, 2009, p.32.

Les années 1970 marquent le temps des premières restructurations de l'industrie papetière. En 1986, les propriétaires historiques de l'usine vendent leurs parts de la société, Bolloré se porte acquéreur et rachète la marque, ainsi que les cinq usines du sud de la France. On passe alors d'un capitalisme à la gestion paternaliste dont les syndicats reconnaissent les aspects sociaux, sans pour autant arrêter de revendiquer des droits, à un capitalisme financier. En 1992, c'est au tour du groupe hollandais KNP de racheter 50% du capital, puis en 1995 le groupe Gecco rachète les parts de Bolloré pour les vendre dans la foulée au papetier allemand Scheufelen. C'est le début des premiers licenciements et de l'amorce d'un « *confit du travail* »¹⁹ menée par la communauté professionnelle présente à Job, soudée autour de la culture papetière et s'appuyant sur une organisation syndicale active et historiquement bien implantée dans l'usine.

Les salariés se mobilisent dans un premier temps pour éviter la fermeture de l'usine et 160 emplois sur 300 sont conservés. Dès ces prémisses d'action collective, la Confédération Générale du Travail (CGT) intensifie son travail d'organisation de la communauté professionnelle et œuvre au reclassement des salariés licenciés. Elle se dote pour cela d'un outil spécifique, l'association Après Job²⁰, créée en 1996, qui permettra notamment de conserver les liens et les solidarités entre anciens salariés. Lors de la seconde crise en 2000, qui aboutira à la fermeture du site un an plus tard, le syndicat et l'association se chargeront du suivi du plan social aux côtés des élus et représentants de l'Etat.

Pendant les deux temps forts de 1995 et 2000, le collectif des salariés Job a su mobiliser des registres d'actions diversifiés (information, responsabilisation, concertation, mobilisation, interpellation et violence) et politiser ses revendications, dénotant de sa capacité à mobiliser l'opinion publique, et de son expertise en matière de connaissance du jeu institutionnel et de ses marges de négociations, renvoyant à des compétences syndicales qui globalement se perdent.

¹⁹ *Ibidem*, p.197.

²⁰ Association pour le retour à l'emploi des salariés de Job créée par la CGT après le conflit de 1995.

En 2002, le site est « *bradé à la promotion privée pour en faire un quartier d'habitat à haute densité* »²¹. Racheté par des promoteurs privés qui souhaitaient réaliser un vaste projet immobilier nommé « Espace Garonne », l'opération réunissait environ 640 logements, soit près de deux mille personnes supplémentaires sur le quartier. Les ex-salariés de Job vont alors se mobiliser pour empêcher la destruction du « Paquebot », bâtiment principal du site, actuel Espace Job, via l'entrée patrimoniale. Comme témoigne Bernard Margras, ancien salarié de l'usine, président d'Après Job et aujourd'hui membre du conseil d'administration du Collectif, ce fut « *grâce à une personne de la DRAC que nous avons pris conscience de l'intérêt architectural du bâtiment et de son aspect emblématique quant à l'histoire industrielle de Toulouse* »²², aujourd'hui labellisé patrimoine industriel du XXe siècle.

Toutefois, il est important de se rappeler qu'avant sa fermeture, l'usine était synonyme de nuisances auprès de ses riverains, et son esthétique ne faisait pas l'unanimité sur le quartier. De surcroît, les forces vives d'Après Job commençaient à s'amoinrir, le leitmotiv de l'association étant le reclassement des ex-salariés, ceux-ci se retrouvaient « *déplacés, reclassés, éparpillés* »²³ bien au-delà des Sept Deniers. La sauvegarde et la restauration du « Paquebot » n'était donc pas une lutte gagnée d'avance pour les ex-salariés de Job. Mais c'est sans compter le soutien des habitants et associations du quartier, qui s'étaient également rassemblés et concertés en parallèle pour réfléchir aux évolutions du quartier.

Nous allons donc nous intéresser aux dynamiques associatives et interpersonnelles propres au territoire des Sept Deniers pour montrer en quoi elles ont également contribué à l'émergence de l'action collective.

²¹ Extrait de l'ouvrage de MARTIN Frédérique, *En quête de Job*, Eds. Zorba, 2009, p3.

²² Propos recueillis par Christophe Abramovsky, gesticuleur populaire.

²³ *Ibidem*, p.36.

1.1.2. Les Sept Deniers, un territoire aux dynamiques associatives et interpersonnelles fortes

Dès 2001, des associations du quartier (centre social associatif Alliances et Cultures, 7animés, Collectif contre le plan Ginestous, comité de quartier 7Deniers, mouvement des chrétiens retraités, FCPE groupe scolaire 7Deniers) ont pris l'initiative de se rassembler pour proposer un projet d'évolution du quartier. Ensemble, elles avaient conscience qu'elles auraient plus de poids face aux pouvoirs publics en période pré-électorale.

Elles identifiaient des problèmes communs concernant la mise en œuvre de leurs activités, à savoir le manque de locaux et d'équipements publics sur le quartier. Elles firent également le constat commun d'un changement quantitatif de la structure des ménages depuis le milieu des années 1990, avec l'arrivée notable de jeunes couples avec enfants, issus en majorité de la classe moyenne. Arrivée de nouvelles populations qui allait s'accroître fortement avec le projet immobilier de *l'Espace Garonne* sur l'ancien site industriel de Job (2000 personnes) ainsi qu'avec la création de la ZAC des Ponts Jumeaux (1500 personnes), nouveau quartier jouxtant les 7Deniers. La volonté des associations était alors de prendre en compte l'accueil de ces nouvelles populations et les impacts que cela allait avoir sur l'aménagement du quartier. L'enjeu était également de faire du bâtiment principal du site un élément clef de ce projet d'aménagement, intégrant des équipements publics inexistantes sur le quartier.

Derrière ces associations, il est important de préciser qu'il y a surtout des habitants, salariés et/ou bénévoles, fortement investis dans la vie de leur quartier. Ainsi, les Sept Deniers sont caractérisés par une forte animation urbaine, et de nombreuses associations y encouragent « *une intensité des initiatives culturelles et de loisirs et citoyenne, basées sur une territorialité des équipements* »²⁴ comme l'illustre bien l'association 7Animés.

²⁴ *Les Sept Deniers, un quartier en mutation*, diagnostic réalisé par des étudiants de Licence 3 Géographie, Université Toulouse 2 Le Mirail, 2013.

L'ASSOCIATION 7ANIMES : UN FONCTIONNEMENT SINGULIER BASE SUR LES INITIATIVES CITOYENNES

Issu d'une amicale laïque, l'association a été créée en 1961 par les parents d'élèves du groupe scolaire des 7Deniers dans le but de promouvoir à partir de l'école, l'ouverture vers les parents et les habitants du quartier. Par cet intermédiaire, des parents se sont organisés et des groupes se sont constitués pour mettre en place des activités socioculturelles pour leurs enfants et pour eux-mêmes, préfigurant d'un modèle basé sur les initiatives citoyennes. De parents d'élèves, l'association s'est ensuite élargie aux habitants du quartier, et à d'autres activités liées à l'animation d'évènements et aux questions d'aménagement sur les 7Deniers, et à l'animation du centre de loisirs associé à l'école (CLAE). Les habitants y sont force de propositions, ce sont eux qui, avant d'adresser aux salariés ou aux bénévoles actifs de l'association leurs propositions d'activités, s'organisent pour trouver des bénéficiaires, des intervenants, des créneaux horaires... Association résidente de l'Espace Job, elle est impliquée depuis les débuts du projet, comme façon de s'intéresser à des thématiques publiques de manière collective.

Cette vie sociale et culturelle forte sur le quartier contribue en partie à « *son identification et à son existence sociale* »²⁵, vectrices de solidarité, d'entraide et de cohésion importante entre ses habitants, qui le qualifient d'ailleurs souvent de « village ».

1.1.3. La rencontre entre les deux entités : émergence de l'action collective

Un lien avait fini par se nouer entre les Job mobilisés et des habitants concernés par la vie de leur quartier, suite à de multiples rapprochements informels. Ces relations interpersonnelles ainsi créées, les Job formalisèrent une rencontre avec les associations et habitants du quartier pour leur faire part de leur démarche.

²⁵ COURDET Laurent, *Dynamiques urbaines et sociales dans les quartiers péricentraux. L'exemple de trois métropoles régionales : Nantes, Bordeaux et Toulouse*, thèse pour le doctorat en géographie, Université de Nantes, 2006, p.304.

UNE HABITANTE DU QUARTIER, MEMBRE DE L'ASSOCIATION 7ANIMES :

« Je suis allée hier soir à une réunion de quartier où j'ai rencontré les ex-salariés de Job. Ce sont eux qui nous avaient demandé cette rencontre. J'étais là pour présenter l'association 7 animés et il y avait toutes les associations du quartier. Les ex-ouvriers Job voulaient que nous les aidions à empêcher la destruction du bâtiment central de l'usine. C'était très émouvant d'écouter cette demande après toute cette bataille qu'ils ont menée pour leur usine. Nous leur avons répondu oui, mais je ne voyais vraiment pas comment faire. Au sortir de la réunion, tout le monde souhaitait faire quelque chose, mais personne ne savait précisément quoi. Nous avons donc décidé de nous revoir dans quinze jours. »²⁶

Le blocage de la route de Blagnac de 2001 marqua la première action d'une longue série rassemblant ex-ouvriers et habitants, et l'engagement d'un long rapport de force avec la municipalité, complètement hermétique aux revendications portées.

Cette alliance entre les associations et habitants des 7Deniers, et les ex-salariés de Job, marqua ainsi un tournant dans la mobilisation pour la sauvegarde du « Paquebot ». Tout d'abord, celle-ci gagna en légitimité auprès des pouvoirs publics puisqu'elle s'ancrait clairement sur un quartier. D'un groupe de personnes, résidant pour la plupart en périphérie²⁷, elle devint le fait d'habitants ayant un pouvoir de « *participation représentative* » comme précisé dans la typologie d'empowerment des citoyens en introduction. De ce fait, les revendications acquirent une portée plus large, en lien avec les problématiques du quartier repérées préalablement par les associations des 7Deniers.

La sauvegarde du bâtiment marqua la cristallisation d'une double volonté : l'Espace Job comme un lieu emblématique du travail, et comme un équipement social, culturel et citoyen pour les associations et habitants du quartier.

²⁶ *Ibidem*, p.20.

²⁷ Les ex-salariés ne résidaient pas forcément à Toulouse ni aux 7Deniers, nombre d'entre eux vivaient en périphérie (cf. entretien Bernard Margras, président d'après Job, ancien salarié de Job)

Cette rencontre fut donc le démarrage d'une lutte menée pendant une dizaine d'année par les ex-salariés et les habitants, relevant d'une réelle action collective. Cette dernière est définie par le sociologue Daniel Cefaï, comme un « *concept qui renvoie à toute tentative de constitution d'un collectif, plus ou moins formalisé et institutionnalisé, par des individus qui cherchent à atteindre un objectif partagé, dans des contextes de coopération et de compétition avec d'autres collectifs.* »²⁸. Nous allons donc voir les objectifs, registres et types d'actions, ainsi que les ressources qui ont caractérisées cette action collective, forgeant ainsi les façons de faire du Collectif Job.

1.2. La revendication d'un projet citoyen et politique particulier : préfiguration d'une expérience participative

Nous allons ici nous intéresser aux valeurs défendues par le collectif qui, au-delà de la sauvegarde du bâtiment Job, furent moteur de la constitution d'un projet politique. Nous verrons ensuite quelles ressources et actions furent mobilisées pour son élaboration, sa défense, et sa publicisation.

1.2.1. Les visées du projet : une lutte autour de la sauvegarde d'un lieu élargie à la citoyenneté

Les ex-salariés et les habitants et associations voyaient en Job une façon de mettre en œuvre un projet social, culturel et citoyen. Ceci dans la lignée des valeurs d'éducation populaire, qui peuvent être largement définies comme « *un acte d'émancipation du peuple dont elle augmente la puissance d'agir* »²⁹. Mais aussi dans la lignée d'un « *droit à la ville* » défini par Henri Lefebvre comme une « *réelle appropriation des habitants de leur vie quotidienne ainsi qu'à une prise en*

²⁸ CEFAl Daniel, *Pourquoi se mobilise-t-on ? Les théories de l'action collective*, Ed. La Découverte, Paris, 2012, p.7.

²⁹ MAUREL Christian, *Education populaire et puissance d'agir. Les processus culturels de l'émancipation*, Ed. L'Harmattan, Paris, 2010, p.37.

main, par eux-mêmes, des décisions en matière d'aménagement de leur cadre de vie, participant de fait à une vie quotidienne désaliénée »³⁰.

Pour les ex-salariés, c'est la poursuite et l'évolution d'une lutte syndicale, moyen de continuer à défendre un projet de société, et pour les habitants et associations de quartier, c'est un moyen d'agir collectivement à plus grande échelle sur des champs d'actions plus larges et d'avoir prise sur la formulation d'enjeux publics. En ce sens, de deux formes de mobilisations traditionnelles (conflit du travail mené par les syndicats et regroupements d'associations pour réfléchir à l'évolution du cadre de vie) naquit un projet politique spécifique faisant des questions de citoyenneté le cœur de sa réflexion.

Pouvant être appréhendée comme un « *processus d'engagement dans l'espace public, une fabrique sociale et politique des individus et des collectifs qui se joue dans l'intervalle des institutions et des individus* »³¹, cette notion est toutefois assez large et reflète un « *idéal à contenu variable* »³². Dans le cas de Job, elle fut donc nourrie par des approches différentes, à la croisée des pratiques syndicales et associatives. C'est ce croisement d'approches qui va constituer l'identité et la spécificité de l'action collective à Job, qui se retrouve dans les formes d'organisations et d'actions expérimentées ainsi que dans les ressources et compétences mobilisées par les membres du collectif.

1.2.2. L'organisation interne du collectif, expérimentation de formes participatives

Officiellement formalisé en collectif de douze associations depuis 2010, le collectif a expérimenté des formes participatives d'organisation dès les débuts de l'action collective. Cette expérimentation de la démocratie dans le rapport entre les individus au sein d'un même groupe fera d'ailleurs l'objet d'une réflexion plus poussée avec la mise en place d'une instance collégiale concernant la gouvernance du Collectif Job. Il est important de souligner cette tentative

³⁰ BUSQUET Grégory, « Question urbaine et droit à la ville », *Mouvements*, 2013/2 N° 74, p.116.

³¹ CARREL M., NEVEU C., et ION J. (dir.), *Les intermittences de la démocratie : formes d'action et visibilités citoyennes dans la ville*, Ed. L'Harmattan, Paris, 2009, p.9.

³² ION Jacques, *S'engager dans une société d'individus*, Ed. Armand Colin, Paris, 2012, p.9.

d'approfondissement de la démocratie, dans le sens où au sein des structures qui revendiquent un certain idéal démocratique, la participation n'a « *pas nécessairement comme corolaire leur mise en œuvre interne* »³³.

Ici, empruntant donc à la psychologie sociale plutôt qu'aux sciences politiques, le terme participation renvoie à « *l'investissement des ressources psychiques et économiques des individus destinés à resserrer les liens collectifs, à soutenir une action menée en commun* »³⁴. Participation et processus d'identification amènent dans la plupart des cas à « *renforcer le sens de la communauté* », pointant ainsi le risque de l'effacement de l'individu au profit du collectif. Cette analyse est toutefois à contraster concernant les débuts de l'action collective, de par sa capacité inclusive durant les dix années de lutte. En effet, nonobstant la diversité des parcours et des postures de ses membres, (prêtre, ex-ouvriers syndicalistes, personnes de divers bords politiques...), le fonctionnement mis en place favorisait, comme observé au sein des mouvements altermondialistes par D. Della Porta, « *le respect des différences plutôt que l'homogénéisation, [...] visant à rassembler les nombreuses subjectivités au travers de la valorisation du rôle des individus plutôt que dans le sacrifice au collectif* »³⁵.

HABITANTE DU QUARTIER, IMPLIQUEE DANS L'ACTION COLLECTIVE :

*« Nous étions ensemble, bien sûr et pourtant, dans le secret des cœurs, régnaient aussi des comparaisons, des évaluations, des calculs. Tant d'individus réunis sous une même bannière, c'est avant tout une somme considérable de différences. C'est à la fois une force et une faiblesse. Notre préoccupation constante était de trouver comment se rejoindre et se respecter au sein d'un si grand groupe. »*³⁶

³³ NEUVEU Catherine, « Démocratie participative et mouvements sociaux : entre domestication et ensauvagement ? », *Participations*, 2011/1 N°1, p. 197.

³⁴ BENNOUR Abdelmajid, *Logiques des participations citoyennes. Solidarité, contestation, gestion*, Ed. L'Harmattan, Paris, 2006, p.8.

³⁵ DELLA PORTA D., « Démocratie en mouvement. Les manifestants du Forum social européen, des liens aux réseaux », *Politix*, 17 (68), 2004, p.76.

³⁶ Extrait du film de DIBANE Ouahide, *En quête de Job*, Zorba Editions et collectif des 7Deniers, 2009.

Autre point organisationnel important, qui vient rompre avec des modèles plus traditionnels tels que les syndicats où la structuration de l'action collective est fortement hiérarchisée, c'est le fonctionnement horizontal du collectif. Ainsi, lors du rapprochement entre habitants et ouvriers, « *le premier usage qui s'est établi au sein du groupe, de manière tacite, c'est le refus de la hiérarchie. On se tutoyait, s'appelait par nos prénoms, tout le monde y avait droit, quel que soit son rang et son origine* »³⁷.

Bien qu'il y ait eu un « *noyau dur* »³⁸ de personnes mobilisées, composé principalement d'anciens ouvriers syndicalistes de l'association Après Job et d'habitants fortement concernés par la vie et la cohésion de leur quartier, il n'y avait pas de fracture entre ce groupe et les habitants du quartier, mais plutôt des degrés d'implication différents. Ainsi, les quelques « *leaders* »³⁹ qui composaient le noyau dur, à savoir « *les gens qui donnent envie que les choses se passent* »⁴⁰, assumaient des tâches liées à l'organisation, l'information et la préparation des différents événements et réunions. Ce fonctionnement est repéré par plusieurs auteurs⁴¹ comme un des éléments constitutifs d'une plus large mobilisation. En l'occurrence, à Job, cela a permis aux autres habitants de « *se greffer sur un petit noyau d'acteurs mobilisés et actifs* »⁴². Avant de voir plus précisément qui sont ces leaders, intéressons-nous aux actions menées par ces derniers.

1.2.3. Les actions du collectif : entre propositions et expérimentations

Le collectif a pendant dix ans mis en place, sur la seule base du bénévolat, une stratégie particulière entre proposition et expérimentation, assurant ainsi une continuité de l'action en toute indépendance, malgré l'opposition initiale de la municipalité.

La première étape fut la formalisation d'un projet concret sur le bâtiment Job, autour d'un lieu de culture, de citoyenneté et d'animation sociale, mais aussi un équipement structurant pour le

³⁷ Extrait de l'ouvrage de MARTIN Frédérique, *En quête de Job*, Eds. Zorba, 2009, p.35.

³⁸ Extrait du film de DIBANE Ouahide, *En quête de Job*, Zorba Editions et collectif des 7Deniers, 2009.

³⁹ *Ibidem*.

⁴⁰ *Ibidem*.

⁴¹ Carrel, 2009 ; Cefai, 2007 ; Neveu, 2007/2009.

⁴² CARREL M., NEVEU C., ION J. (dir.), *Les intermittences de la démocratie : formes d'action et visibilité citoyennes dans la ville*, Ed. L'Harmattan, Paris, 2009, p.112.

quartier, notamment aux vues des nouveaux arrivants induits par le projet immobilier *Espace Garonne* ou la zone d'aménagement concertée des Ponts Jumeaux.

L'élaboration de ce projet permis aux participants de dépasser les seules logiques nimbystes⁴³, courantes dans les conflits d'aménagement, pour se positionner en tant que force de proposition dans le débat autour du devenir du bâtiment. Comme témoigne la présidente actuelle du Collectif, « *la stratégie du non ce n'est pas une stratégie qui fonctionne. [...] Ce que l'on construira d'abord, ce sera toujours une manière de discuter et de faire avancer les choses* »⁴⁴. Entre autre, c'est aussi une manière de mettre en avant leur expertise d'usage, réintroduisant la participation des habitants comme gageure dans la fabrique de la ville et le rôle des associations comme relais des besoins émergents du territoire, intermédiaires entre habitants et élus.

Très vite, les propositions du collectif se sont élargies à une réflexion plus globale, à l'échelle du quartier, en articulation avec les territoires alentours (quartier des Amidonniers, des Ponts Jumeaux) et la ville, pour « *continuer d'œuvrer ensemble sur des projets ambitieux* »⁴⁵, tels que la création d'un cœur de quartier, la réflexion autour des questions de déplacements, d'animations locales...

La force du collectif résidait également en sa capacité à mettre en place de nombreuses actions, vectrices de la continuité de la présence de Job dans l'espace public. C'est le cas des nombreuses « manifestations festives », sous le signe de la fête et non pas uniquement de la lutte, comme l'organisation de projections et concert dans le bâtiment désaffecté lors des Journées du Patrimoine, l'organisation d'un marché de producteurs sur le parvis de l'Amiral dès 2004 pour défendre un espace public devant Job, l'animation de l'Espace Job pendant 1 an sans financement Mairie après son inauguration en 2011 pour démontrer la capacité du Collectif à animer et gérer

⁴³ Le terme N.I.M.B.Y. littéralement *not in my back yard* fait référence à l'attitude de personnes s'opposant à un projet, en particulier public, qui ont conscience de l'intérêt collectif qu'il présente mais refusant que ce dernier se déroule *dans leur jardin*.

⁴⁴ Extrait du film de DIBANE Ouahide, *En quête de Job*, Zorba Editions et collectif des 7Deniers, 2009.

⁴⁵ Collectif Job, *Une nouvelle centralité pour le quartier des Sept Deniers, l'espace Job, la place Job, le projet d'un cœur de quartier. Attentes et propositions des associations du quartier*, Toulouse, juillet 2008, 5p.

cet équipement... Ces évènements, organisés sans autorisations pour beaucoup, témoignent de l'énergie déployée pour faire vivre un projet, avec l'expérimentation pour moyen d'action.

Comment toutes ces actions furent-elles menées ? Au-delà de la pugnacité de l'engagement des membres du collectif, nous allons voir en quoi les ressources et compétences de ces derniers furent indispensables à l'action.

1.2.4. L'agrégation de compétences : entre savoir syndicaux, associatifs et professionnels

Les actions du collectif furent nourries par la pluralité des forces et compétences en présence. Ainsi, en matière d'intervention dans l'espace public, de publicisation des revendications, et de connaissance des sphères institutionnelles, le collectif a pu bénéficier des expériences de luttes et d'actions directes issues de la tradition syndicaliste des membres d'Après Job, usant d'une « *violence instrumentale qui s'inscrit dans un rapport de forces qu'elle vise à infléchir, exercée sans passion ni agressivité incontrôlée en vue d'atteindre des objectifs définis, toujours avec le papier pour arme privilégiée.* »⁴⁶. Le premier recours à cette *violence instrumentale* au sein des prémisses du collectif, lors du barrage de la route de Blagnac en 2001, fut d'ailleurs un objet de débat, voire de crainte pour certains qui se remémoraient « *les actions ouvrières qui avaient été très musclées* »⁴⁷.

UNE HABITANTE DU QUARTIER, MEMBRE DE 7ANIMES, ET UN EX-SALARIE ET SYNDICALISTE, MEMBRE DE L'ASSOCIATION DES AMIS DE L'IMPRIMERIE ET DE JOB :

« - Il y avait des manières de faire que l'on ne connaissait pas, ça nous a apporté une logistique, tout un état d'esprit, s'il n'y avait pas eu les Job, notre projet n'aurait pas été ça, n'aurait pas eu cette ampleur. Les Job nous ont beaucoup apporté, ils ont su transmettre ce qu'ils savaient du politique.

- Mais s'il n'y avait pas eu les habitants, il n'y aurait pas eu de projet ! »⁴⁸

⁴⁶ BENSON Stéphanie, LE QUENTREC Yannick, *Un Job pour la vie, les salariés de Job en lutte (1995-2001)*, Eds. Syllepse, Paris, 2005, p.215.

⁴⁷ Extrait de l'ouvrage de MARTIN Frédérique, *En quête de Job*, Eds. Zorba, 2009, p.20.

⁴⁸ Extrait du film de DIBANE Ouahide, *En quête de Job*, Zorba Editions et collectif des 7Deniers, 2009.

En effet, comme s'exclame cet ex-ouvrier syndicaliste de Job, les habitants et associations apportèrent des compétences et ressources tout aussi indispensables au collectif, permettant la formulation d'un projet social, culturel et citoyen ainsi que sa traduction physique, via l'élaboration de propositions architecturales pour l'aménagement du bâtiment Job et, plus tard, du quartier.

Les compétences techniques mobilisées sont à mettre en lien avec le profil des participants, qu'ils soient présent dans le collectif au titre d'une activité bénévole et/ou salariée. Ainsi, certains d'entre eux, présents en tant qu'habitant, membre d'association du quartier, ont pu réinvestir hors de leur travail leur « *savoir professionnel* »⁴⁹, notamment lié à l'aménagement, l'urbanisme ou encore la gestion de projet. C'est par exemple le cas d'Anne Péré, présidente actuelle du Collectif, architecte urbaniste et enseignante à l'école d'architecture, habitante du quartier et membre de l'association 7animés, qui œuvra à la réalisation de nombreuses propositions architecturales, via la notamment la mise en lien avec les étudiants de l'école d'architecture.

Il en est de même pour les salariés des associations en présence qui ont pu mettre au service de l'élaboration du projet des compétences professionnelles et militantes liées aux domaines d'intervention de leur structures (Music'Halle et domaine culturel ; Alliances et Cultures et domaine social ; 7animés et initiatives citoyennes).

De même, les membres actifs des associations de quartier ont également été des forces supplémentaires dans le collectif, mobilisant les compétences acquises dans leur expérience militante sur le quartier. C'est par exemple le cas de Marcel Martin, président du Comité de quartier des 7Deniers, membre actif du Collectif Job, qui a pu apporter son expertise en matière d'urbanisme, et de défense du cadre de vie et de l'environnement.

Comme le souligne Y. Sintomer, ces « *savoirs professionnels diffus* » mobilisés par les classes moyennes tendent à être de plus en plus présents dans les arènes participatives, faisant des participants des personnes tout aussi compétentes d'un point de vue techniques que les

⁴⁹ SINTOMER Yves, « Du savoir d'usage au métier de citoyen ? », *Raisons politiques*, 2008/3 N° 31, p. 123.

responsables élus et contribuant « à la perte de légitimité du système représentatif. »⁵⁰. Ce phénomène contribue inévitablement au brouillage de la répartition du travail entre représentants et représentés. Comment faire en sorte que les élus et techniciens ne se sentent pas alors dépossédés ?

Aujourd'hui, la question de la participation a évolué au sein des administrations publiques, suite à divers phénomènes. De par les nombreux travaux montrant la pluralité des compétences et savoir-faire que peuvent mobiliser les citoyens⁵¹, comme le témoigne l'expérience du Collectif, faisant gagner en légitimité leur participation dans les processus de co-production de l'action publique.

De plus, le développement de « l'affinité élective de la participation et de la modernisation de l'administration »⁵², a donné une portée managériale à l'impératif participatif. Ainsi, les spécialistes de l'Administration et des Politiques Publiques⁵³ ont démontré que sous certaines conditions, le recours à la participation pouvait être gage d'efficacité de l'APP, favorisant une plus grande réactivité des pouvoirs publics face aux besoins émergents des citoyens.

Par ailleurs, la professionnalisation de cette participation a fait émerger dans un premier temps des prestataires extérieurs pour concevoir et animer les dispositifs composés principalement « de militants, chefs de projets politique de la ville, travailleurs sociaux, militants de l'éducation populaire »⁵⁴. Puis, c'est au sein même des administrations que des métiers liés à la participation se sont développés.

L'apparition de ces nouvelles figures de la participation au sein des administrations, comme médiateur et organisateur des coopérations, conjuguées aux phénomènes pointés ci-dessus, sont des éléments qui viennent ancrer le triptyque élus, citoyens, techniciens dans les pratiques de la

⁵⁰ *Ibidem*, p.225.

⁵¹ DEBOULET Agnès, Nez Eloïse (dir.), *Savoirs citoyen et démocratie urbaine*, Presses Universitaires de Rennes, 2013, 137p. (Collection *Res Publica*).

⁵² BLONDIAUX Loïc, SINTOMER Yves, « L'impératif délibératif », *Politix*, Vol.15 N°57, 2002, p.17-35.

⁵³ BHERER Laurence, « Les relations ambiguës entre participation et politiques publiques », *Participations*, 2011/1 N°1, p.105-133.

⁵⁴ NONJON Magali, « Professionnels de la participation : savoir gérer son image militante », *Politix*, 2005/2 N°70, p.90.

participation⁵⁵. Toutefois, ces considérations n'étaient pas encore acquises lors de la lutte à Job, la municipalité étant par ailleurs hostile au projet défendu par les associations. Nous allons donc voir comment le collectif a pu, à l'instar des mouvements sociaux, remettre en cause les modes d'interventions « *technico financier de certaines collectivités, qui négligerait trop la dimension participative, [...] et la dimension capacitaire du citoyen.* »⁵⁶. Et finalement, en quoi ce travail citoyen ainsi mené est en fait révélateur d'un apprentissage commun de la participation entre élus, collectif et techniciens.

1.3. La lente prise en compte par les pouvoirs publics d'une demande sociale de participation : l'apprentissage de la démocratie participative

Nous allons nous pencher ici sur la façon dont cet apprentissage a été initié, à travers une dimension conflictuelle, puis comment la notion de participation a été négocié entre les acteurs, en fonction des systèmes de valeurs défendus ; et enfin, comment cette apprentissage continue d'évoluer au sein même de l'Espace Job.

1.3.1. L'instauration d'un rapport de force, source de basculements politiques successifs

Comme évoqué par touches successives dans les parties précédentes, la municipalité était initialement contre le projet du collectif. Pour se faire entendre et reconnaître comme acteur légitime et sortir du mépris dans lequel il avait été confiné par la Mairie, le collectif chercha à

⁵⁵ MAZEAUD Alice, « Citoyen/Élu/Technicien », dans BARBIER R., BLONDIAUX L., CHATEAURAYNAUD F., FOURNIAU J-M., LEFEBVRE R., NEVEU C. et SALLES D. (dir.), *Dictionnaire critique et interdisciplinaire de la participation*, Paris, GIS Démocratie et Participation [En ligne], consulté le 04/09/2014.

⁵⁶ DEBOULET Agnès, « De l'épreuve à l'enjeu urbain : mobilisation collective autour de la démolition et du relogement », dans CARREL M., NEVEU C., et ION J. (dir.), *Les intermittences de la démocratie : formes d'action et visibilités citoyennes dans la ville*, Ed. L'Harmattan, 2009, 310p.

instaurer un rapport de force, et entra rapidement dans une dimension conflictuelle avec cette dernière.

Figure 5 : Barrage de la route de Blagnac 2001

Le barrage de la route de Blagnac en 2001 fut la première action mise en place d'une longue série, rassemblant ex-salariés et associations, à l'issue de laquelle ils furent reçus et entendus par la Mairie pour la première fois.



Au fur et à mesure des actions menées, les membres du collectif bénéficièrent du soutien d'autres personnalités politiques, notamment à la Région et au Département. Sous la municipalité de 2002 à 2008, un des premiers soutiens fut le conseiller général Jean Michel Fabre, qui suivit de près le projet élaboré par le collectif. L'adjoint au Maire, en charge du quartier des 7Deniers fut également un des premiers élus municipaux à s'intéresser à la démarche, bien qu'il voyait en Job un objet sportif. C'est d'ailleurs pour contrer cela et préfigurer d'un espace public sur le parvis du bâtiment que le collectif mis en place de manière illégale le marché de plein vent en 2004. C'est finalement, une piscine municipale qui fut intégrée au projet élaboré par le collectif, illustrant une des multiples concessions faites par les deux parties (intégration de la MJC dans le Collectif suite à la volonté de la Mairie, reconnaissance de la légitimité de Music'Halle au sein du collectif par la Mairie, etc.)

Diverses modalités d'échanges ont fini par s'instaurer, que ce soit via la participation du collectif aux commissions consultatives de quartier organisées par la Mairie, ou bien via l'invitation systématique des élus aux réunions publiques organisées par le collectif, aboutissant au rachat du « Paquebot » par la Mairie en 2005, puis à sa réhabilitation en 2008. Le basculement de la Mairie en 2008 fut une nouvelle étape, cette fois concernant la négociation des modalités de gouvernance de la démocratie.

1.3.2. L'élaboration du projet de co-gouvernance : négociation d'une vision de la participation

Après les élections, le conseil général Jean Michel Fabre, chargé de la démocratie de proximité à la nouvelle Mairie, relança le dossier, accompagné de Thierry Suaut, autre élu municipal. L'objet des négociations fut alors la gouvernance du bâtiment, où deux visions de la démocratie participative se confrontèrent.

Pour reprendre la typologie détaillée en introduction, le collectif revendiquait une « *participation transformative, comme partenariat entre acteurs institutionnels et groupes de citoyens, avec dévolution de pouvoirs et de ressources* ». La Mairie quant à elle, défendant une posture où l'organisation de la démocratie locale relève de son initiative, souhaitait que cet équipement soit géré municipalement, comme tous les centres socioculturels de la Ville, ne laissant pas la possibilité au Collectif de prendre part aux décisions.

Les négociations ont duré ainsi plus d'un an, notamment entre l'adjointe au socioculturel, référente du dossier, et les membres du collectif, aboutissant à la création d'un projet de co-gouvernance pour l'Espace Job, dont les modalités furent formalisées dans une ixième convention d'objectifs, signée en novembre 2013.

Cette gouvernance partagée se matérialise à travers la création d'un Conseil de Maison, instance paritaire constituée de six représentants de la Ville et de six membres élus par le C.A. du Collectif. Instance politique, elle se réunit une fois par trimestre pour « *veiller à la déclinaison et à la bonne articulation des objectifs poursuivis communément par les parties, en garantissant leur réalisation dans le respect des lois et règles régissant l'exploitation d'un équipement municipal recevant du public et gérant notamment une activité de spectacle vivant* »⁵⁷.

Ainsi, cette forme particulière d'institutionnalisation de l'action collective de Job, à la croisée des logiques descendantes et ascendantes, permet la construction et la mise en œuvre commune d'un

⁵⁷ Article 3 de la Convention d'objectifs entre la commune de Toulouse et le collectif Job, Toulouse, 2013.

projet, qui donne lieu à « *l'ancrage dans la durée de l'activité citoyenne* »⁵⁸. Par cette démarche, où une vision de l'action à plus long terme est rendu possible, l'Espace Job dépasse l'injonction participative et ses dispositifs procéduraux⁵⁹ mis en œuvre par les autorités publiques « *hors campagnes électorales dans l'objectif d'inviter les citoyens à donner leur avis sur un thème précis.* »⁶⁰. Comme le souligne Grégory Busquet à propos de la participation décrite par Henri Lefebvre, et dans l'acceptation du Collectif Job, celle-ci « *doit être conquise et non octroyée, permanente et non pas ponctuelle* »⁶¹.

Cette co-gouvernance « *permanente* » permet ainsi de sortir d'une certaine dépendance aux commanditaires dans laquelle sont pris les artisans de la participation au sein des dispositifs ponctuels de participation. L'intérêt est également de pouvoir construire collectivement du sens

Ce mode de fonctionnement implique une coopération entre agents publics, acteurs associatifs et citoyens, repéré comme un défi notamment pour les administrations publiques⁶² (Bherer, 2011). En effet, ces pratiques participatives nécessitent du temps et de l'investissement supplémentaire et posent la question de la perte du contrôle des actions discutées, pouvant induire un certain sentiment de dépossession. Nous allons donc nous intéresser à la façon dont le Collectif peut participer d'une « *modernisation des formes contemporaines de gouvernance* »⁶³, et comment « *l'action publique change avec la participation* »⁶⁴ via d'une part l'organisation interne du collectif, puis le fonctionnement interne de l'Espace Job, et les porosités qui en découlent.

⁵⁸ BACQUE Marie Hélène, REY Henri, SINTOMER Yves (dir.), *Gestion de proximité et démocratie participative : une perspective comparative*, Ed. La Découverte, Paris, 2005, p.28.

⁵⁹ Carrel, 2013 ; Talpin 2010 ; BRESSON, 2006...

⁶⁰ BHERER Laurence, « Les relations ambiguës entre participation et politiques publiques », *Participations*, 2011/1 N°1, p.107.

⁶¹ BUSQUET Grégory, « Question urbaine et droit à la ville », *Mouvements*, 2013/2 N° 74, p.116.

⁶² BHERER Laurence, « Les relations ambiguës entre participation et politiques publiques », *Participations*, 2011/1 N°1, p.105-133.

⁶³ NEUVEU Catherine, « Démocratie participative et mouvements sociaux : entre domestication et ensauvagement ? », *Participations*, 2011/1 N°1, p.198.

⁶⁴ MAZEAUD Alice, « Dix ans à chercher la démocratie locale, et maintenant ? Pour un dialogue entre politiques publiques et démocratie participative », ENS Lyon, novembre 2009, p.9.

1.3.3. L'organisation interne du Collectif, articulation entre salariat et bénévolat

Comme évoqué précédemment, le collectif Job s'est créé en 2010, regroupant douze associations dont trois résidentes (siège social et locaux au sein de l'Espace Job : Music'Halle, les 7Animés, et la MJC des Ponts Jumeaux). Ensemble, ils ont défini un socle de valeurs communes, dont l'objectif est double :

« - *Expérimenter une méthode innovante de gouvernance collégiale en lien avec les valeurs de démocratie participative et d'éducation populaire.*

- *Mettre en œuvre un projet d'animation culturelle et de création artistique partant des initiatives locales, favorisant l'expression et l'implication citoyenne à partir du territoire des Sept Deniers et ouvert sur la ville, l'agglomération voire au-delà »⁶⁵.*

L'enjeu du premier objectif est de faire émerger « *à l'échelle locale de nouvelles pratiques démocratiques.* »⁶⁶, via la Collégiale, qui est le Conseil d'Administration du Collectif Job. Ses membres se réunissent tous les quinze jours afin d'assurer la définition des orientations du projet culturel et citoyen. La Collégiale est composée de deux représentants de chaque association fondatrice, d'un représentant désigné de chacune des autres associations, d'un représentant désigné de chacun des membres de droit, d'un représentant désigné de chacun des membres associés, du régisseur du bâtiment Job, qui ne dispose que d'une voix consultative.

La Collégiale peut déléguer à certains de ses membres, constitués en groupe de travail, des missions particulières. C'est une manière d'avancer en parallèle du C.A. et d'aider à la décision sur des missions de réflexion tels que les groupes de travail sur la révision des statuts, sur l'élaboration d'une charte du fonctionnement interne... Des groupes peuvent également mettre en œuvre des missions pratiques correspondant à des décisions prises en Collégiale.

Le Collectif a comme défi de concilier des logiques d'acteurs différentes, chaque association ayant ses propres objectifs et stratégies, tout comme les individus qui les portent, impactant sur le sur le degré d'implication dans la dynamique collective. Se pose alors la question de la motivation des

⁶⁵ Convention d'objectifs entre la commune de Toulouse et le collectif Job, Toulouse, novembre 2013.

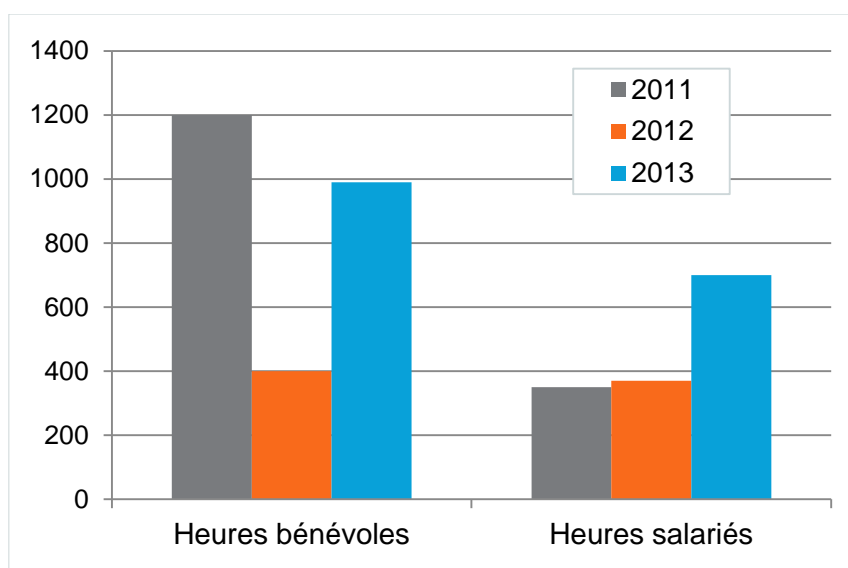
⁶⁶ Article 2 des statuts du Collectif Job, Toulouse, 2010.

membres des associations, salariées ou bénévoles, à s'investir dans le Collectif en fonction de ses moyens, et la transmission de l'historique et des valeurs spécifiques du lieu. Nous verrons cela plus en détail en troisième partie.

Quant au second objectif, il reflète l'ambition de faire de l'Espace Job un lieu basé sur les initiatives citoyennes, s'inspirant notamment du fonctionnement des 7Animés, dans un projet à plus grande échelle et aux plus larges champs d'actions. Les usagers, habitants, citoyens, sont au cœur de la démarche et moteurs des propositions. Ils sont accompagnés par les membres des associations, qui réinvestissent ici leurs compétences professionnelles, organisés en groupe projet avec ces derniers, et formalisent des idées, envies, et dynamiques à faire vivre au sein de l'Espace Job en lien avec le projet partagé. Les membres du collectif mettent ainsi à disposition leurs compétences professionnelles liées notamment aux domaines de la gestion de projet, de l'aménagement, de l'urbanisme, facilitant le montage des actions citoyennes.

Toutefois, avec la montée en puissance des activités à Job, l'investissement des bénévoles et des salariés est particulièrement important, (particulièrement en 2011 avec l'inauguration), comme le témoigne le graphique ci-dessous.

Figure 6 : Evolution des heures bénévoles/salariés de 2011 à 2013



Réalisation : Armelle d'Isoard Master APTER / Source : AG 16/04/2013

Un des enjeux clef du Collectif Job pour l'année 2014, mais depuis plus longtemps identifié, a donc trait à la création d'un poste de chargée de mission, dédié à la coordination et l'animation générale de l'action, « *seul moyen d'agir dans la durée* »⁶⁷. En effet, l'accueil et l'accompagnement des initiatives citoyennes sont conditionnés par les moyens humains du Collectif, par ailleurs très restreint puisque composés de bénévoles, de mise à disposition de salariés des associations membres, et d'un poste de coordination en Contrat d'Accompagnement dans l'Emploi mis à disposition par les 7 animés. Se pose alors la question du suivi des actions en cours tout en restant à disposition des nouvelles initiatives qui se multiplient.

Comment s'élabore alors la programmation de ce lieu socioculturel en lien avec l'accueil de ces initiatives? Au-delà, y a-t-il des porosités dans les modes de fonctionnement municipaux et associatifs qui favorisent des innovations démocratiques ?

1.3.3. La mise en pratique de la démocratie au quotidien : le fonctionnement de l'Espace Job

C'est essentiellement à travers la programmation que sont susceptibles de se croiser citoyens, salariés Collectif et Mairie. En effet, celle-ci est mise en avant comme pouvoir de décision, comme façon de s'investir à l'Espace Job, reflétant ainsi l'identité spécifique du bâtiment et les possibilités d'expérimentations qui le caractérise, par rapport aux centres socioculturels municipaux. Les propositions des citoyens, accompagnés par des membres du Collectif, sont ainsi discutées au sein d'un comité de programmation qui a lieu une fois par mois, animé par la Ville et le Collectif.

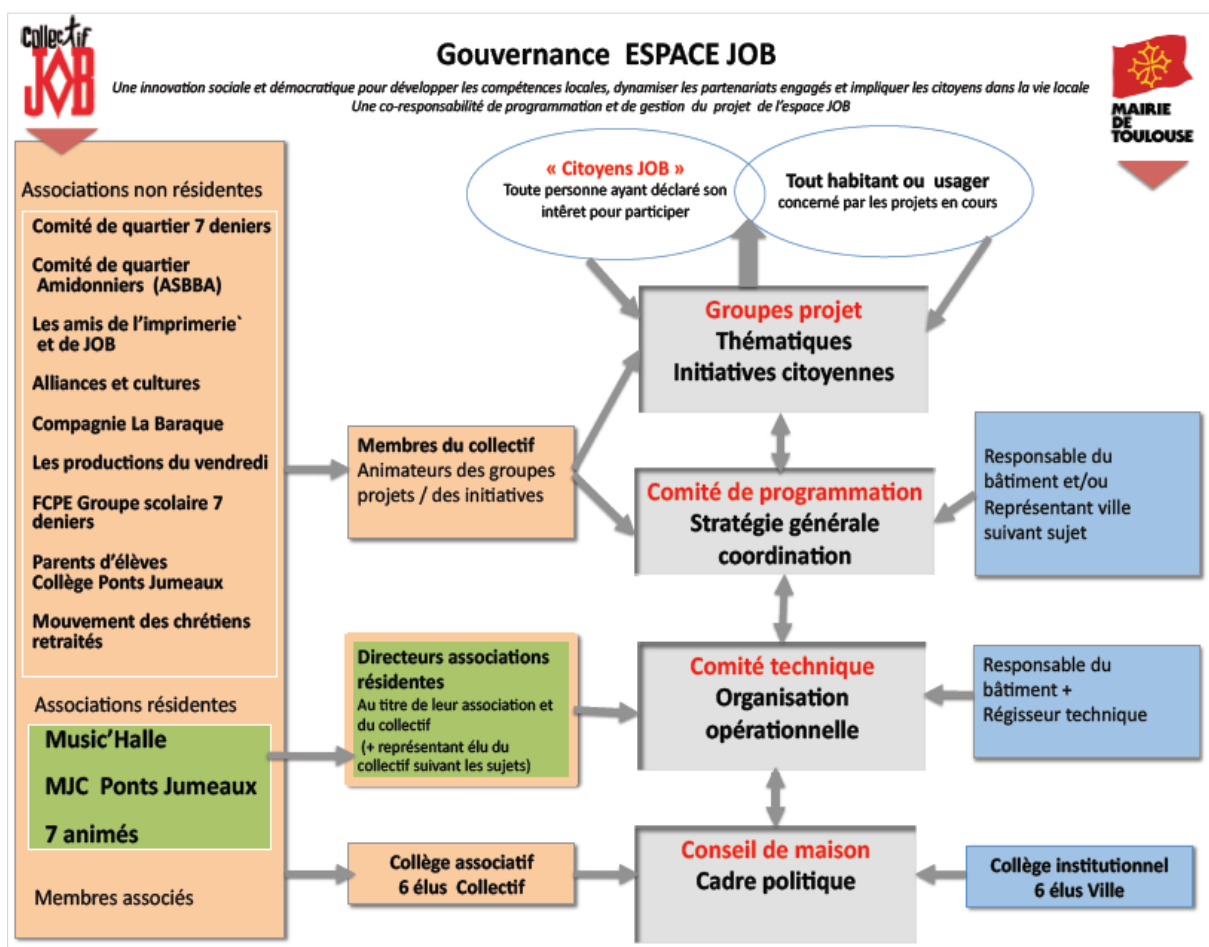
Toutefois, afin d'accueillir au mieux les demandes croissantes d'artistes, et des citoyens, les membres de la commission ont engagé une réflexion (émergence d'un groupe spécifique) sur la manière de mieux définir son fonctionnement. La densité de la programmation et les impératifs

⁶⁷ *Rapport de l'exercice 2013*, Assemblée Générale du jeudi 22 avril 2014.

auxquels elle est confrontée⁶⁸, réduisent les marges de manœuvres et rendent plus complexe sa gestion quotidienne.

Quant au comité technique, il rassemble les directeurs des associations résidentes et le responsable Ville, qui travaillent en allers retours avec ce comité de programmation pour assurer l'opérationnalité des actions. Enfin, le conseil de maison évoqué précédemment oriente et valide l'ensemble de ces stratégies.

Figure 7 : La gouvernance de l'Espace Job



Source : Collectif Job

Par ailleurs, des initiatives se développent afin de mieux représenter toutes les parties prenantes de l'Espace Job, et de permettre l'implication de tous dans un projet global, par l'expérimentation

⁶⁸ Doit être élaborée à l'avance pour figurer dans la communication de la Mairie.

de nouvelles pratiques participatives. La notion de collectif étant sous tendue par « *l'idée d'une reconnaissance de tous les individus qui le composent, d'où l'importance fondamentale accordée aux modes de gouvernance et à la structuration des équipes.* »⁶⁹. En ce sens, un groupe de travail réfléchit actuellement à la révision des statuts du Collectif, allant vers une ouverture plus large de la Collégiale. Les orientations arrêtées concernent la constitution du bureau (initialement réservée aux associations résidentes), qui pourra intégrer trois associations non résidentes supplémentaires, et l'ouverture du Collectif à d'autres associations par cooptation. Cela concerne aussi l'intégration des salariés (œuvrant dans l'Espace Job). L'intégration des citoyens est encore à l'état de la réflexion.

LE COLLEGE DE SALARIES : FAVORISER UNE GESTION COMMUNE DU LIEU

Le collège de salariés a été lancé en 2014, il rassemble les salariés de la Mairie, de Music'Halle, des 7 animés, de la MJC ainsi que de la coordinatrice du collectif, qui coordonne cette instance. Ses débuts houleux ont permis une prise de conscience quant à la nécessité d'expérimenter des méthodes d'animation de réunion (animateur, maître du temps, prise de note, en roulement d'une séance à l'autre). Ceci dans le but de favoriser et faciliter l'écoute des autres, la prise de parole, travaillant ainsi en soubassement sur les questions de hiérarchies, de pouvoir et d'efficacité au sein du groupe. Permettant « *la participation de chacun à la réflexion, à la décision et à la mise en œuvre des projets* »⁷⁰, ces réunions mettent en lumière la volonté des salariés de s'impliquer dans le projet collectif de Job.

Le cas de Job nuance la réticence pointée précédemment des administrations publiques à tester, voir adopter, des pratiques participatives⁷¹, notamment de par la continuité du processus que permet la co-gouvernance, la construction de projets sur la durée, et la possibilité qu'elle donne à

⁶⁹ ARTfactories/Autre(s)pARTs, *La notion de collectif*, Sainte-Foy-Lès-Lyon, 19 mars 2008, p.5.

⁷⁰ *Ibidem*, p.5.

⁷¹ Hors des postes créés à cet effet dans les administrations (chargé de démocratie locale par exemple), issu du processus de professionnalisation de la participation.

l'expérimentation sociale et la reconnaissance accordée à l'implication des salariés. Il est important de préciser que la posture des personnes engagée dans cette démarche est également un facteur de réussite incontournable.

L'élaboration de la programmation révèle également d'un processus de co-construction, via notamment la mise en place de groupes de travail mixte Mairie/Collectif par thèmes (jeune public, temps forts...). Ainsi, malgré les temporalités et logiques différentes inhérentes aux programmations Ville, associations résidentes et Collectif, les acteurs de l'Espace Job démontre leur capacité à réfléchir et coordonner collectivement une stratégie globale. Réflexion en perpétuelle évolution, notamment pour s'ouvrir et intégrer au mieux les parties prenantes du projet partagé, elle met ses membres à l'épreuve de l'exercice démocratique, le recours à des pratiques dans de tels mouvements étant un défi majeur aux vues des objectifs de citoyenneté qu'ils défendent.

Ainsi, l'Espace Job, forme d'intégration institutionnelle d'un mouvement social, se distingue des procédures de démocratie participatives instituées par les pouvoirs publics de par l'existence préalable d'une réelle demande sociale de participation. En effet, cette dernière apparaît souvent comme une évidence mais n'est finalement que très rarement questionnée⁷² au regard des difficultés à trouver un public⁷³. Cette faiblesse des travaux de recherche sur la non-participation reflèterait en réalité les problèmes que posent les questions de compatibilité entre démocratie représentative et participative. La première tendant structurellement à neutraliser la seconde, ce sont les justifications même de la démocratie participative, invoquée comme remède à la crise de la représentativité, que certaines universitaires souhaitent questionner⁷⁴. Celles-ci dénoncent le fait

⁷² Voir notamment ANQUETIN Virginie, FREYERMUTH Audrey (dir.), *La figure de l'habitant. Sociologie politique de la « demande sociale »*, Presses Universitaires de Rennes, 2009, 184 p. (Collection « Res Publica »).

⁷³ LEFEBVRE Remi, « La démocratie participative absorbée par le système politique local », *Métropolitiques*, mis en ligne le 29 octobre 2012.

⁷⁴ Blatrix 2009 ; Mazeaud, 2009.

que « *la démocratie participative repose sur une fiction, celle d'une demande de participation, que certains chercheurs et politiques n'ont pas intérêt à évaluer, au risque de rompre le mythe sur lequel ils s'appuient* »⁷⁵.

De plus, cette inscription dans la durée d'un mouvement social permet de pallier la tendance à la valorisation des profanes et l'instrumentalisation des citoyens qui en découle, considérés comme des personnes vierges de tout engagement. Ainsi, le Collectif a un poids accru dans l'arène publique et est dans une meilleure posture pour dépasser les difficultés des participants à s'exprimer à travers un « *Nous* », constatées au sein des dispositifs participatifs ponctuels⁷⁶. En effet, ces derniers ont tendance à isoler le citoyen de ses appartenances multiples en le mobilisant de par sa qualité tantôt de riverain, tantôt de jeune, ou encore d'habitant, les intéressés étant souvent « *ciblés, catégorisés, selon le projet ou la question traités* »⁷⁷.

De quelles innovations est vecteur le Collectif de par son enracinement dans un mouvement social ? Cette expérimentation permet-elle des avancées dans la formulation plus collective d'enjeux locaux ? Quelle capacité d'initiative se dégage en termes de développement territorial ? C'est ce que nous allons analyser dans une seconde partie autour des actions mises en œuvre et accompagnées par le Collectif.

⁷⁵ MAZEAUD Alice, « Dix ans à chercher la démocratie locale, et maintenant ? Pour un dialogue entre politiques publiques et démocratie participative », ENS Lyon, novembre 2009, p.10.

⁷⁶ <http://www.participation-et-democratie.fr>

⁷⁷ CARREL M., NEVEU C., et ION J. (dir.), *Les intermittences de la démocratie : formes d'action et visibilités citoyennes dans la ville*, Ed. L'Harmattan, Paris, 2009, p.13.

PARTIE 2: LE PROJET DU COLLECTIF JOB, FAVORISER L'ENGAGEMENT POLITIQUE DES CITOYENS SUR DIFFERENTS REGISTRES ET FORMES D' ACTIONS

Nous venons de voir qu'au-delà d'un projet artistique et culturel, c'est un projet politique et citoyen qui est défendu à Job. Il s'inscrit au sein du bâtiment mais aussi à l'échelle du quartier des 7Deniers, faisant du Collectif un acteur actif en terme de développement territorial. Comment cela se décline dans les actions du Collectif ? Comment celui-ci va vers les citoyens ? Comment suscite-t-il la participation ? Et quelles sont les plus-values qui en découlent ?

Pour faire vivre ce projet et mettre en mouvement les citoyens, le Collectif dispose de plusieurs registres d'actions, qui se déclinent sous différentes formes. Ainsi, il favorise la délibération sur des thèmes de société à travers l'organisation de « temps forts » tous les trimestres, qui allient débats, spectacles, spectacle théâtral, concerts et ciné-club sur quatre jours ; ou encore avec la mise en place depuis 2013 d'un festival d'éducation populaire, *Le vent se lève à Job*, avec la coopérative du Vent Debout. Des actions sont menées plus localement pour favoriser l'engagement politique des citoyens sur des actions de proximité, via la mise en place de débats sur les enjeux d'aménagement du quartier, suite aux projets devenus réalité tels que le marché de plein vent, ou la réhabilitation de l'Espace Job ; ou encore avec la mise en place d'animations locales plus festives comme l'organisation d'un Bal Républicain en juillet 2014. De même, le Collectif soutient l'émergence d'initiatives citoyennes en lien avec le développement du quartier.

Nous allons donc voir comment le Collectif réfléchit aux questions de participation citoyenne, via leur accueil et accompagnement. Puis nous nous intéressons aux apports des pratiques issues du renouvellement de l'éducation populaire et enfin aux moyens utilisés pour impliquer les citoyens sur des enjeux de proximité. Nous veillerons à mettre en exergue les outils et compétences mobilisées dans ces actions, ainsi que les facteurs de réussite et les limites.

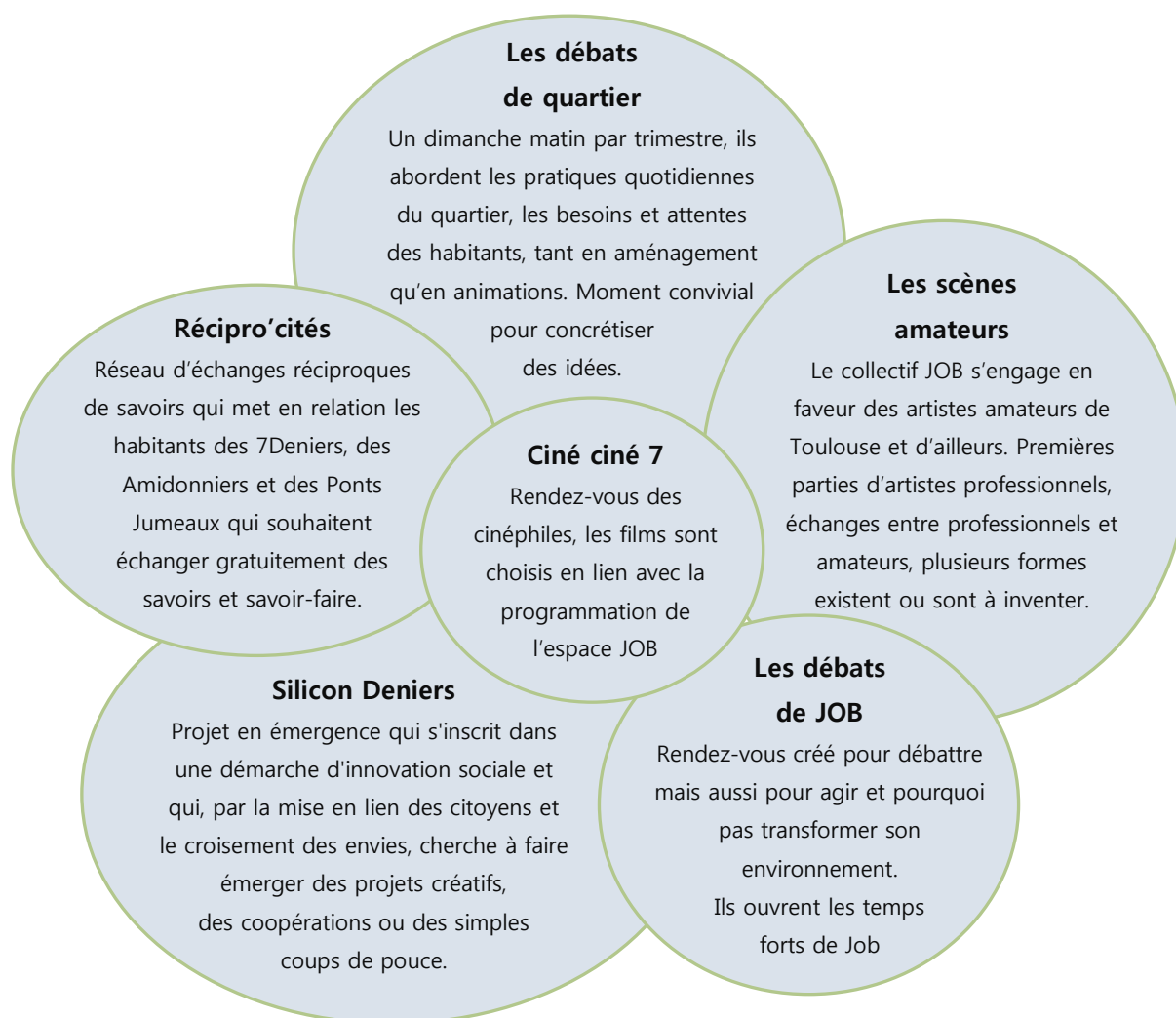
2.1. La question de la participation citoyenne au centre des réflexions

Les actions citoyennes étant considérées comme la base du projet du Collectif, nous allons voir ici comment celui-ci se positionne dans leur accompagnement, les moyens techniques et humains qu'il y dédie, puis les outils qu'il met en œuvre pour susciter une participation plus large.

2.1.1. L'accueil et l'accompagnement des initiatives citoyennes

Dès l'ouverture de l'Espace Job, des groupes de projet ont commencé à se constituer autour de propositions de programmations, et d'actions collectives. Ces derniers sont composés des membres du Collectif, tout en étant ouverts aux citoyens qui souhaitent s'y investir, proposer des idées et initier de nouvelles dynamiques.

Figure 8 : Les initiatives citoyennes qui animent l'Espace Job



Source : Collectif Job / Réalisation : Armelle d'Isoard, Master APTER 2013/2014

Toutefois, mêmes s'ils impliquent des citoyens, ces projets relèvent pour la plupart d'initiatives des membres du Collectif, à savoir de personnes déjà largement impliquées dans d'autres associations et sur la vie démocratique de l'Espace Job.

Ces projets sont par ailleurs appuyés par des salariés des associations qui, dans le cadre de leur adhésion au Collectif, mettent à disposition des ressources techniques, des compétences en matière de méthodologie de projet, en matière de mobilisation de réseau... Cependant, ces derniers n'ont pas la vocation ni le temps de les prendre en charge, de les animer, tâches qui

reviennent aux citoyens porteurs de ces initiatives. Se pose alors la question des formes d'accompagnement à mettre en œuvre.

Ainsi, le Collectif souhaite se positionner plutôt comme accompagnateur que comme initiateur des projets, pour favoriser leur appropriation par leurs bénéficiaires. En ce sens, certains de ses membres, salariés et bénévoles, ont une attention particulière envers les idées, envies émergentes sur le territoire. Toutefois, l'accompagnement de projet de citoyens hors associations membres implique une confrontation de systèmes de valeurs et de fonctionnement défendus par le Collectif et interroge sa capacité à être dans une dynamique inclusive pour construire de manière plus élargie un intérêt général.

En ce sens, avec l'accompagnement officialisé du projet Silicon Deniers, porté par un habitant du quartier, que nous aborderons plus tard dans le développement, le Collectif se confronte à ces questions et montre sa volonté d'ouverture aux citoyens hors association. Volonté qui se manifeste également à travers la mise en place d'un dispositif spécifique, les « citoyens Job », pour inclure les personnes hors Collectif.

C'est dans ce cadre que c'est inscrit le stage, composé en trois missions distinctes. L'une consistait en l'organisation d'un temps spécifique envers les Citoyens Job, à savoir une rencontre avec les membres du Collectif pendant le festival *Le vent se lève à Job*. L'autre relevait de l'accompagnement à l'émergence de Silicon Deniers, projet porté par un habitant du quartier en lien avec la création d'emplois. Enfin, un travail de recherche en lien avec des pratiques innovantes des structures de l'économie sociale et solidaires, et l'éventuelle insertion du Collectif dans ces réseaux fut également réalisé. Le suivi du stage fut à l'image du fonctionnement et de la gouvernance au sein de l'Espace Job, celui-ci faisant l'objet d'un co-encadrement, associant la responsable Mairie de l'équipement, des membres du Collectif dont sa présidente et la coordinatrice, ainsi que d'autres membres des associations, salariés ou bénévoles, intéressés par les missions réalisées.

2.1.2. La mise en place des « Citoyens Job », dispositif particulier pour favoriser les nouvelles formes d'engagement des citoyens à Job

Comme l'évoquait Bernard Margras, ancien salarié de l'usine et syndicaliste, membre du Collectif, l'Espace Job est un nouveau moyen de lutte, différent des partis politiques et des syndicats. Ainsi, dans ce lieu traversé par différents modes d'action collective, notamment syndicale, il est important de prêter attention aux nouvelles formes d'engagement qui bousculent les schémas plus traditionnels. En ce sens, les travaux du sociologue Jacques Ion⁷⁸ sont pertinents pour montrer comment des évolutions majeures se sont opérées depuis une trentaine d'années dans le rapport des citoyens au politique et à l'engagement public.

Il rend compte tout d'abord du développement de l'individuation, processus qui a pour effet « *une moindre emprise des structures collectives et des positions statutaires dans la définition sociale de l'individu et l'affirmation d'un « je » par rapport aux divers « nous » dans lesquels l'individu se trouve inséré* »⁷⁹. Dans l'engagement associatif, cela se traduit par une moindre appartenance à un groupe donné qu'à de multiples réseaux (famille, travail, loisir, ...) plus ou moins liés les uns aux autres. L'auteur met d'ailleurs en lumière le fait que ces multiples appartenances jouent un rôle positif dans la « *mobilisation, l'exposition publique et la réflexivité, caractéristiques centrales de la citoyenneté* »⁸⁰. En ce sens, il va à l'encontre de conceptions plus répandues qui défendent un citoyen idéal, doué de raison, rationnel et détaché de toute appartenance quand il s'exprime dans l'espace public. Par ailleurs, alors que les associations deviennent plus indépendantes de la scène politique instituée, il y a un affaiblissement des grandes organisations politiques « *constitutives de l'adhésion à une représentation à la fois collective et transcendante* »⁸¹. Ces éléments marquent une désaffiliation croissante des individus, davantage autonomes par rapport aux milieux dont ils sont issus ou qu'ils fréquentent, mais aussi par rapport au monde politique.

⁷⁸ ION J, *La fin des militants ?*, Eds. de l'Atelier, Paris, 1997 ; *L'engagement au pluriel*, Presse Universitaires de Saint Etienne, 2001 ; *S'engager dans une société d'individus*, Ed. A. Colin, Paris, 2012.

⁷⁹ CARREL M., NEVEU C., et ION J. (dir.), *Les intermittences de la démocratie : formes d'action et visibilité citoyennes dans la ville*, Ed. L'Harmattan, Paris, 2009, p.9.

⁸⁰ *Ibidem*, p.13.

⁸¹ MAUREL Christian, *Education populaire et puissance d'agir. Les processus culturels de l'émancipation*, Ed. L'Harmattan, Paris, 2010, p.131.

La mise en cause de la démocratie représentative, bien qu'à nuancer car « *aussi vieille que la démocratie elle-même, le propre du régime démocratique étant d'être en perpétuelle réinvention* »⁸², est toutefois un autre fait notable qui a des répercussions sur l'engagement. Ainsi, les systèmes de délégation sont de plus en plus rejetés, et le témoignage personnel se manifeste sur la scène publique comme « *mode d'expression politique* »⁸³. Il y aurait donc une reconfiguration du politique, qui se définirait davantage hors des sphères instituées. En ce sens, l'auteur porte une attention particulière aux « *modes discrets de participation des individus* », comme engagement entre actions individuelles et projet collectif, hors de toute formalisation associative, cherchant à recréer du lien social et à prendre en charge « *des questions sociales que les pouvoirs publics ne régulent plus* »⁸⁴.

Ces évolutions posent question quant à la capacité de ces nouvelles formes d'engagement de mener des actions collectives sur la durée. En effet, il apparaît à l'inverse qu'elles se manifestent davantage par intermittence et sur des formes d'actions précises, diversifiant les pratiques démocratiques et faisant finalement de la citoyenneté « *un processus toujours à recréer et le domaine public toujours à reconstruire* »⁸⁵. Ce qui n'exclut pas que les individus, dans leur singularité, continuent à s'organiser autour de valeurs et de biens communs, à produire du sens et à créer des liens politiques⁸⁶.

En ce sens, le dispositif Citoyen Job a été créé à l'initiative d'un membre du Collectif afin de favoriser l'investissement de personnes qui ne sont pas forcément engagées dans des milieux traditionnels, associatifs, syndicaux ou partisans.

⁸² SINTOMER Yves, *Le pouvoir au peuple. Jurys citoyens, tirage au sort et démocratie participative*, Ed. La Découverte, Paris, 2007, p.33.

⁸³ CARREL M., NEVEU C., et ION J. (dir.), *Les intermittences de la démocratie : formes d'action et visibilités citoyennes dans la ville*, Ed. L'Harmattan, Paris, 2009, p.10.

⁸⁴ *Ibidem*, p.11.

⁸⁵ ION Jacques, *S'engager dans une société d'individus*, Ed. A. Colin, Paris, 2012, p.190.

⁸⁶ MAUREL Christian, *Education populaire et puissance d'agir. Les processus culturels de l'émancipation*, Ed. L'Harmattan, Paris, 2010, p.142.

Cette réflexion est issue notamment de la situation de 7Animés, où il devenait difficile de concilier les activités grandissantes de l'association, avec celle du Collectif, qui nécessitait un investissement supplémentaire, par la mise à disposition de salariés et bénévoles, tant d'un point de vue technique que militant. Comment alors favoriser l'engagement ? Comment faire en sorte que ce ne soit pas toujours les mêmes qui participent et élargir la représentativité du Collectif ?

L'inauguration du bâtiment en 2011 fut l'occasion de lancer ce dispositif, à savoir de mobiliser les gens sur les possibilités de s'impliquer autour d'un lieu et d'un projet. Ainsi, lors de manifestations au sein de l'Espace Job, il est proposé aux personnes intéressées de suivre la vie du Collectif, et de recevoir les propositions de participation aux actions qui rythment l'Espace Job. Ils deviennent ainsi « Citoyens Job », une carte éponyme leur est distribuée, symbolisant l'adhésion et le soutien au projet du Collectif. Un lien particulier est maintenu par mail, les diverses informations sont envoyées via la newsletter du Collectif, mais aussi des mails plus spécifiques en fonction des besoins de certaines actions (appel à bénévoles par exemple), ainsi que des informations sur des événements particuliers qui ont lieu à l'Espace Job.

Les Citoyens Job, estimés à environ quatre cent en début d'année 2013⁸⁷, comprennent des personnes dont le rapport au Collectif est très variable, impliquant des degrés d'engagements différents, selon qu'ils soient recrutés dans des moments festifs comme l'inauguration, ou plus militants tel que le festival d'éducation populaire *Le vent se lève à Job*.

C'est de par la volonté d'étoffer cette action que s'est décidée l'organisation d'un temps de rencontre entre les Citoyens Job et les membres du Collectif lors du festival *Le vent se lève à Job*, particulièrement mobilisateur, et cette année en lien notamment avec le thème de l'engagement.

Il a donc été question de coordonner la mise en place de cette rencontre et de déterminer la forme qu'elle allait prendre, grâce aux apports du festival *Le Vent se lève à Job* en termes d'outils participatifs et de renouveau de l'éducation populaire, éléments auxquels nous allons intéresser à présent.

⁸⁷ Leur nombre a évolué, notamment depuis le festival *Le Vent se lève à Job*, évoqué par la suite.

2.2. L'éducation populaire : source de nouvelles pratiques participatives

Il est question ici d'aborder les tentatives de renouveau de l'éducation populaire, sources de nouvelles pratiques participatives. Nous verrons ensuite dans quelles mesures celles-ci ont été appropriées et intégrées par le Collectif, venant nourrir les questions de participation.

Comment décloisonner l'éducation populaire ? La sortir des domaines où elle fut assignée (loisirs, jeunesse et sport, périscolaire) ? Questionnements qui émergent dans les années 1990 autour de la volonté de réactualiser l'éducation populaire, notamment initiée à la Fédération Française des Maisons des Jeunes et de la Culture, sous l'impulsion de Franck Lepage, son directeur à l'époque. Cela a abouti en 1999 au lancement d'une Offre Publique de Réflexion par Marie Georges Buffet alors ministre de la Jeunesse et des Sports. Mêlant ré-interrogation critique, via l'apport du philosophe Luc Carton sur la perte de sens de l'éducation populaire ; et refondation pratique, nourrie par les travaux⁸⁸ du sociologue Pierre Roche sur de nouveaux modes d'actions, les riches apports⁸⁹ de cette réflexion ne furent pourtant pas publiés car jugés déstabilisants. Ainsi, comme le note le philosophe Yves Guerre, « *réaliser la promesse d'une éducation populaire renouvelée serait sceller la mort d'une certaine organisation de la connaissance et des pouvoirs dont le système s'accommode, se nourrit, et qui le maintiennent.* »⁹⁰.

Cette tentative avortée avait ouvert une brèche pour les acteurs souhaitant redonner du sens au projet d'éducation populaire et interroger leur pratique au regard d'une certaine exigence démocratique. Ce questionnement a notamment été poursuivi par une expérimentation menée par *Le Pavé*, coopérative d'éducation populaire créée en 2007 en Bretagne, suivi depuis quelques années par de nouvelles coopératives, dont celle du *Vent Debout* à Toulouse. Cette dernière

⁸⁸ Voir ROCHE Pierre, « Approche clinique et éducation populaire », *Cahiers du laboratoire de changement social*, N°7, Ed. L'Harmattan.

⁸⁹ Voir le bilan d'étape de Franck LEPAGE, *Éducation populaire et transformation sociale*, rapport d'étape de l'Offre Publique de Réflexion sur l'éducation populaire, janvier 2001.

⁹⁰ GUERRE Yves, *Vers l'âge d'or de l'éducation populaire. Le peuple éducateur*, Ed. L'Harmattan, Paris, 2014, p.171.

définit l'éducation populaire comme « *la pédagogie de la démocratie, qui viserait à associer à parts égales chacun-e dans l'expression, l'analyse, la délibération des contradictions qui nous traversent* ». De manière concomitante à ce discours, ses membres développent, utilisent, expérimentent, des méthodes et outils afin de tenter de « *contrer les dominations à l'œuvre dans les groupes, de partager le sens de leurs actions, de s'émanciper, se donner collectivement du pouvoir* » et finalement d'œuvrer à la transformation sociale, l'éducation populaire devant être en mesure d'appliquer à ses modes d'actions la dimension critique qu'elle revendique⁹¹.

2.2.1. Le festival *Le vent se lève à Job* : renouveau des pratiques et outils

De l'initiative d'un membre du Collectif, voulant introduire ce renouveau de l'éducation populaire à Job, via l'intervention de la coopérative du Vent Debout sur une conférence gesticulée, et l'intérêt de cette dernière suscité par la lutte ouvrière et habitante dont Job avait été le support, un dialogue s'était créé autour de la création commune d'un festival. La première édition du *Vent se lève à Job* fut tenue en 2013, ayant pour visée la réappropriation du politique et de la démocratie.

Cette année, le festival fut ouvert à de nombreux partenaires (ATTAC, le collectif d'artistes ATRIA, le *Centre de Ressource sur la Non-Violence* de Midi-Pyrénées, l'association *Culture & Liberté*, les Éditions *Le vent se lève*, la librairie *Terra Nova*, le collectif *Nous sommes*, l'association *Sensibiliz'action*) ainsi que de nombreux citoyens, rassemblant plus de quatre-vingt personnes dans son organisation. Il est justement présenté comme un lieu de rencontre et de partage, à la fois festif, militant et citoyen. Au sein de sa programmation se croisent apéros concerts issus des ateliers des élèves de l'école Music'Halle, exposition, conférences gesticulées et projections pour apprendre et comprendre sur des sujets particuliers. A cela s'ajoute un versant plus pratique, avec les ateliers suivant les conférences, et l'expérimentation d'outils « d'éduc' pop' » pour débattre

⁹¹ Extrait de l'entretien de Christian Maurel réalisé par Franck Lepage dans « Education populaire, une utopie d'avenir », Ed. Les liens qui libèrent, 2012.

autrement, auxquels je me suis particulièrement intéressée pour l'organisation du temps citoyens Job.

2.2.2. L'atelier citoyen Job : alimenter une dynamique citoyenne et l'ouverture du collectif

L'organisation de ce temps Citoyens Job, prévue sous forme d'atelier dont la forme et le contenu étaient à déterminer, a relevé essentiellement d'un travail de coordination. Avec d'un côté, un dispositif propre au fonctionnement du Collectif, les *Citoyens Job*, et de l'autre un festival d'éducation populaire, *Le vent se lève à Job*, organisé en partenariat avec la coopérative du Vent Debout et de nombreuses autres structures pour cette seconde édition. L'atelier était donc à la croisée de plusieurs instances et groupes qu'il était important de mettre en lien pour engager un travail de co-construction, et mêler les savoir-faire autour de l'animation territoriale et des outils d'éducation populaire.

L'action fait suite à un constat partagé par les membres du Collectif, à savoir la difficulté d'impliquer des individus sur des actions militantes, et de constituer une équipe resserrée autour de ce type d'engagement, dépassant l'animation d'évènements sur le quartier. Sans adopter la thèse d'une opposition entre bénévoles et militants d'Abdelmajid Bennour déjà cité dans le corpus⁹², nous reprendrons la spécificité qu'il attribue aux militants, à savoir un engagement qui relève d'une certaine signification idéologique ou politique. Cette mission était donc sous tendue par des questionnements récurrents autour de la participation : quels leviers pour activer, susciter, relancer, la participation ? Faire émerger des idées d'actions ? Favoriser l'engagement ?

Un des partis pris pour ce temps fut de mettre en avant les formes d'engagement rendues possible par le projet de co-gouvernance à Job, de la prise de décision avec la possibilité d'agir au sein du comité de programmation, à l'activité bénévole. Cet accès à de réels enjeux favorise la

⁹² BENNOUR Abdelmajid, *Logiques des participations citoyennes. Solidarité, contestation, gestion*, Ed. L'Harmattan, Paris, 2006, 192p. (Collection Logiques Sociales).

mobilisation des citoyens, se distinguant ainsi des critiques récurrentes concernant la faiblesse du lien à la décision au sein des dispositifs participatifs⁹³.

Il s'est finalement dégagé une forme d'atelier à organiser en trois temps, entre outils « d'éduc' pop' » et forme déjà expérimentée par les membres du Collectif⁹⁴. Pour garder un lien avec les participants, il fut prévu d'envoyer une synthèse de l'atelier et d'inviter ces derniers à l'assemblée générale du Collectif la semaine suivante.

L'atelier rassembla une vingtaine de personnes dont six facilitateurs, ce qui rendait la formule échafaudée obsolète de par le nombre restreint de participants. Il fallut donc « *adapter le prévu au vécu* »⁹⁵, changeant quelque peu les règles du cadre établit dissipant rapidement la relative inquiétude face aux nombre réduit que nous étions.

Les participants étaient des personnes actives sur le quartier et/ou dans le Collectif, des personnes intéressées et/ou impliquées sur le festival, un usager de la piscine, une passante. L'origine géographique de ces dernières était variable (le quartier, la Ville, hors Département).

Cet atelier révéla surtout l'importance de créer des temps pour présenter à des citoyens le Collectif Job, les projets menés et son fonctionnement spécifique. En effet, mis à part le travail de sensibilisation effectué par ses membres sur leur temps personnel, peu de moment sont dédiés à cet effet, faisant du Collectif une instance finalement pas facile d'accès pour tous.

Par ailleurs, cette expérience pourrait être mise en lien avec « *l'unité paradoxale du champ de la participation qui pourrait être ce sentiment de frustration qui accompagne les espérances déçues.* »⁹⁶ Mais cette dernière relève d'une démarche qui s'inscrit dans la durée, dont les résultats ne sont pas immédiats mais observables à plus long terme. De plus, ce genre de dispositif

⁹³ BLONDIAUX Loïc, FOURNIAU Jean Michel, « Un bilan des recherches sur la participation du public en démocratie : beaucoup de bruit pour rien ? », *Participations*, 2011/1 N° 1, p.21.

⁹⁴ Voir en annexe la fiche méthodologique de l'atelier.

⁹⁵ « La participation », *Les cahiers du Pavé*, N°2 octobre 2013, p.31.

⁹⁶ BLONDIAUX Loïc, FOURNIAU Jean Michel, « Un bilan des recherches sur la participation du public en démocratie : beaucoup de bruit pour rien ? », *Participations*, 2011/1 N° 1, p.8-28.

nécessite d'être animé, relancé en permanence pour maintenir des liens, et relancer sur des propositions d'actions plus concrètes, difficile à Job de par le manque de moyens.

Ces constats sont à mettre en parallèle avec l'évolution des formes d'engagement qui évoluent vers une citoyenneté intermittente⁹⁷, montrant qu'il est plus aisé d'impliquer des habitants sur des actions ponctuelles et concrètes que sur des délibérations autour des façons de s'engager.

Pourquoi ne pas alors réfléchir davantage aux passerelles à mettre en œuvre entre actions bénévoles et militantes ? Au travail de transmission d'éléments d'expertise ou de certaines compétences dont sont porteurs les membres du Collectif dans certains domaines ?

2.3. La mobilisation des citoyens sur des enjeux de proximité

La mise en place des dispositifs dits de proximité par les pouvoirs publics fait face à des critiques récurrentes, concernant la dépolitisation des débats qu'elle entraîne, le manque de représentativité de ses participants et le fait que ces espaces de participation soient déconnectés des espaces de décisions. Concernant le Collectif, agir à l'échelle du quartier est une façon d'impliquer les citoyens sur des enjeux qui les concernent en premier lieu et d'élargir les réflexions ainsi menées à des thématiques plus globales, dépassant les problèmes de « *de voirie ou d'incivilités* »⁹⁸ de par sa capacité à être force de proposition et d'expérimentation comme démontré en première partie. Nous allons donc nous intéresser ici à la façon dont il s'approprie des enjeux territoriaux, avec les habitants, interrogeant ainsi la légitimité de l'élaboration des politiques publiques par ses uniques représentants. Quels sont les plus-values d'une telle démarche ? En quoi le Collectif est légitime à intervenir sur ces questions ?

⁹⁷ Voir CARREL M., NEVEU C., et ION J. (dir.), *Les intermittences de la démocratie : formes d'action et visibilité citoyennes dans la ville*, Ed. L'Harmattan, Paris, 2009.

⁹⁸ BLONDIAUX Loïc, « Démocratie délibérative et démocratie participative : une lecture critique », *Conférences de la Chaire Mondialisation, citoyenneté et démocratie*, Canada, 11 novembre 2004, p.17.

2.3.1. Elaboration de propositions sur l'aménagement du quartier

Aujourd'hui instaurées sous forme de Débats de quartier une fois par trimestres, les réflexions sur les enjeux d'aménagement à l'échelle des Sept Deniers, en articulation avec la Ville, ont été initiées par les membres et associations du Collectif dès les années 2000, de manière concomitante avec la lutte menée pour la sauvegarde du bâtiment. Ainsi, face à l'arrivée massive de nouvelles populations et les impacts que cela allait créer dans sur les Sept Deniers et ses environs, les associations et habitants enclenchèrent une réflexion globale d'aménagement à l'échelle du quartier avec l'Espace Job comme point névralgique. Le fait que le Collectif rassemble des associations aux champs d'actions et publics différents le positionne en tant qu'acteur au plus près des besoins habitants en lien avec les évolutions du territoire. En ce sens, il gagne en légitimité comme acteur capable d'identifier et d'interpeller les pouvoirs publics sur des questions sociales émergentes.

En ce sens, les associations et habitants contribuèrent donc à la publicisation d'enjeux d'aménagement en matière d'équipements, ou de logements sociaux notamment, à l'époque peu anticipés par les pouvoirs publics aux débuts des opérations immobilières qui relevaient essentiellement de promoteurs privés. Ainsi, via des réunions publiques, ils définissaient collectivement les besoins émergents sur le quartier aux côtés des habitants, pour ensuite élaborer des propositions aux pouvoirs publics. Ils investissaient également les instances participatives mises en place par la Mairie pour négocier et infléchir les stratégies de densification massive dont ce territoire faisait l'objet.

La prise en compte de quasiment la totalité des propositions du Collectif lors de la révision du plan local d'urbanisme montre à quel point celui-ci peut intervenir en matière de co-production de politiques publiques⁹⁹, se distinguant des critiques sur les effets substantiels et structuraux de la participation. En effet, les apports de la participation en matière de « *plus-value*

⁹⁹ Voir en annexe comparaison propositions Collectif et propositions Mairie.

environnementale et de résultats souhaitables pour la société »¹⁰⁰ sont souvent questionnés et il est constaté que les processus de participation n'infléchissent qu'à la marge « *les pratiques de production de la Ville* »¹⁰¹. Mais le cas de Job ne peut présupposer de manière générale des effets positifs de l'implication des citoyens dans l'élaboration des politiques publiques, cette innovation relevant en grande partie de la configuration spécifique du Collectif qui regroupe en son sein une série de personnes aux compétences plurielles en matière de développement territorial ou encore de connaissance du jeu institutionnel. L'écueil pourrait alors être l'instrumentalisation du Collectif au nom de sa capacité d'expertise d'usage et technique, au détriment de sa capacité à intervenir sur des enjeux de société et du vivre ensemble dans la formulation des programmes publics.

Il est alors important de rester vigilant et de questionner la représentativité ou du moins, la diversité sociale, des propositions ainsi élaborées, pour que la participation ne soit pas le fait d'une élite locale, « *réintroduisant par conséquent des mécanismes de délégation* »¹⁰² et pouvant indirectement « *désamorcer les élans de tous les autres* »¹⁰³.

Faut-il cependant arrêter toute expérience non représentative socialement ? Ou favoriser la multiplication ces expérimentations qui permettent « aux individus « *de se relier au politique* »¹⁰⁴ ? L'argument de la représentativité ne révèle-t-il pas plutôt la peur d'un « *citoyen collectif* »¹⁰⁵ en lien avec la conception française de la citoyenneté qui privilégie le rapport au citoyen au détriment des corps intermédiaire ?

¹⁰⁰ BARBIER Rémi, LARRUE Corinne, « Démocratie environnementale et territoires : un bilan d'étape », *Participations*, 2011/1 N° 1, p.67-104.

¹⁰¹ BACQUE M.H., GAUTHIER M., « Participation, urbanisme et études urbaines, quatre décennies de débats et d'expériences depuis « A ladder of citizen participation » de S. R. Arnstein », *Participations*, 2011/1 N° 1, p.36-66.

¹⁰² « De la démocratie participative. Expériences, débats », *Alterdémocratie – Alteréconomie, Revue du MAUSS*, Ed. La Découverte, 2005/2 N°26, p.164.

¹⁰³ CEFAI Daniel, *Pourquoi se mobilise-t-on ? Les théories de l'action collective*, Ed. La Découverte, Paris, 2012, p.278.

¹⁰⁴ CARREL M., NEVEU C., et ION J. (dir.), *Les intermittences de la démocratie : formes d'action et visibilité citoyennes dans la ville*, Ed. L'Harmattan, Paris, 2009, p.210.

¹⁰⁵ BLANC Maurice, « Démocratie participative et classes moyennes », *Espaces et sociétés* 1/ 2012 (n° 148-149), p. 224.

Le Collectif intervient sur des enjeux locaux également par l'accompagnement de projets citoyens. Ce fut le cas par l'accompagnement à la mise en place de jardins partagés par exemple, thème d'un Débat de quartier de 2013 où il avait fait intervenir, *Partageons les Jardins*, une association experte sur le sujet. En ce sens, nous allons voir, via l'accompagnement au projet Silicon Deniers, comment le Collectif s'ouvre à un domaine dans lequel il n'est pas expert et comment il tente d'initier un travail de co-construction avec un habitant non investi dans cette structure.

2.3.2. Silicon Deniers, moyen de concrétiser des réflexions menées sur l'emploi dans le quartier

Silicon Deniers est un projet en émergence initié et conçu par un habitant du quartier des Sept Deniers, autour de l'entrepreneuriat et des processus de créativité. De l'envie de créer une maison des chômeurs, à la volonté de rassembler les personnes autour de leur potentiel plutôt que de leurs failles, le projet a évolué, nourrit entre autre par des discussions au sein du quartier.

Certains membres du Collectif ont participé à ces échanges, notamment de par leurs liens interpersonnels avec le porteur mais aussi de par l'intérêt suscité par le projet. En effet, celui-ci est venu s'inscrire dans la continuité d'une réflexion déjà existante au sein du Collectif, initiée lors d'un Débat de quartier autour de la création d'activités économiques sur les Sept Deniers. Un membre du Collectif a ainsi pris l'initiative de proposer à cet habitant un accompagnement à l'émergence de projet par le Collectif.

Ainsi, Silicon Deniers m'a été présenté par son porteur et un membre du Collectif comme ayant pour visée « *d'accompagner des personnes pour réfléchir collectivement à des idées innovantes à vocation entrepreneuriale pouvant déboucher sur de véritables projets. Tous les types d'innovation sont envisageables, les plus probables étant moins technologiques que sociales.* »¹⁰⁶. Pour cela, l'architecture du projet mêlaient des processus, compétences et publics différents, visant surtout

¹⁰⁶ Compte rendu de la rencontre avec certains membres du collectif qui allaient suivre le stage selon leur intérêt pour les projets et missions à réaliser.

les personnes en difficulté sociale ou en perte de sens, dans une visée de reprise de confiance et d'émancipation, via la création d'activités, de projets, ou simplement la mise en lien avec d'autres.

Au-delà de l'accompagnement méthodologique au porteur de projet, l'enjeu de cette mission était de voir en quoi et comment cette initiative pouvait être intégrée au Collectif, quels étaient les liens (et existaient-ils ?) à tisser entre Silicon Deniers et le projet défendu par le Collectif. C'était une façon pour le Collectif d'expérimenter à travers une action concrète un discours qu'il défend sur la citoyenneté.

L'accompagnement de ce projet souleva des questionnements idéologiques récurrents autour de sa nature, des objectifs et valeurs défendus, et de son intégration au Collectif. Ces décalages mettent en exergue les difficultés à s'accorder sur une initiative portée par une personne qui a priori, n'est pas sur le même registre idéologique que le Collectif, au sein même duquel il y a une relative hétérogénéité malgré l'unité apparente.

Mais ils révèlent également l'apport du travail de co-construction engagé avec les parties prenantes. En effet, les membres du Collectif disposent d'une faculté à formuler ensemble, via débats et confrontations d'idées, les contours et enjeux des projets accompagnés, en veillant à s'interroger collectivement sur le contexte plus global dans lesquels ils s'inscrivent, à injecter « *du politique dans la vie civique, la reconnaissance consciente et publique des inégalités constituant une première étape pour les dépasser* »¹⁰⁷.

¹⁰⁷ TALPIN Julien « L'essentiel n'est pas de participer. Engagement associatif et transformation personnelle » *La vie des idées*, mis en ligne le 01^{er} décembre 2011, p.9.

Cette ouverture aux initiatives citoyennes questionne l'identité du collectif, l'explicitation de ses valeurs, les modalités d'accueil et la capacité d'inclusion et de construction collective des projets. Qu'est-ce que cela entraîne sur les dynamiques ainsi enclenchées ? C'est ce que nous allons voir via la mise en perspective avec les problématiques en lien avec la démocratie participative.

PARTIE 3 : QUELS APPORTS ET LIMITES DE JOB EN LIEN AVEC LES PROBLEMATIQUES DE DEMOCRATIE PARTICIPATIVE ?

PERSPECTIVE COMPARATIVE

Nous allons ici voir en quoi le Collectif Job se distingue ou pas des critiques récurrentes en termes de démocratie participative. Il s'agira pour cela de s'intéresser aux conséquences de la pérennisation de l'action, du fait que la dynamique citoyenne engagée soit issue d'un mouvement social. Puis nous nous pencherons sur la capacité du Collectif à être inclusif et à intégrer les intérêts des citoyens de son territoire d'action. Enfin, nous nous pencherons sur les questions d'échelles que pose cette expérience.

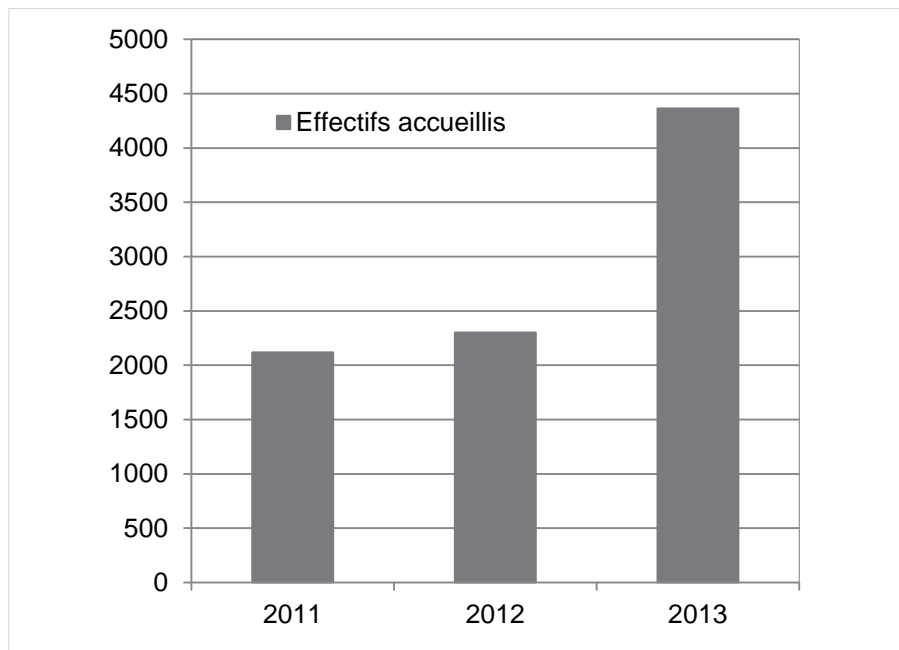
3.1. Les limites organisationnelles de la pérennisation de l'action

L'intégration institutionnelle du Collectif Job a permis de franchir une nouvelle étape dans l'inscription de cette dynamique citoyenne dans la durée. Nous allons voir dans quelle mesure la phase de formalisation dans laquelle elle se trouve, conjuguée à l'augmentation des activités et des demandes, viennent questionner les valeurs qui la portent, telles que l'expérimentation ou encore l'accompagnement des initiatives citoyennes. Nous nous intéresserons en premier lieu sur les dynamiques internes au collectif puis sur l'impact en termes d'actions menées. En quoi la pérennisation peut-elle entraîner une dépolitisation des débats et un recul démocratique ?

3.1.1. Le manque de moyens et l'épuisement des forces en présence

Les activités et personnes accueillies au sein de l'Espace Job sont en augmentation notable depuis son ouverture, accueillant en moyenne 1800 usagers par semaine pour l'année 2013/2014, positionnant l'Espace Job parmi les centres socioculturels les plus dynamiques de l'agglomération toulousaine après seulement trois ans d'existence.

Figure 9 : Effectifs accueillis à l'Espace Job



Réalisation : Armelle d'Isoard, Master APTER / Source : AG Collectif Job (2014)

Le graphique reflète bien cette montée en puissance, d'autant plus accentuée pour l'année 2014 avec le festival *Le Vent se lève à Job*, impliquant de fait un accroissement de l'investissement salariés et bénévoles. Toutefois, les moyens pérennes du Collectif sont faibles pour faire vivre ce projet. En effet, des ressources existent pour la programmation à travers le budget affecté par la Mairie pour l'Espace Job mais l'animation, la coordination et la communication des actions du Collectif n'ont pas de financements propres. La seule source de financement régulière de ce dernier repose sur la cotisation de chacune des associations membres.

Dans ce contexte, la dynamique du projet repose avant tout sur l'implication des membres du Collectif et celle des associations, des salariés et bénévoles qui les composent, et des ressources techniques en présence. La difficulté est alors de composer avec des logiques d'acteurs spécifiques, qui n'ont pas les mêmes degrés d'engagement selon leurs logiques et activités associatives propres et les motivations des individus qui les composent. Ainsi, certaines associations sont plus motrices que d'autres, de par leur champ d'actions, leur implication sur le

quartier, leurs moyens bénévoles ou financiers, mais également ce que leur apporte en retour leur investissement au sein le Collectif.

Les mêmes décalages se retrouvent entre membres des associations élus à la Collégiale, qui sont en charge de l'administration du Collectif, accentué par les difficultés à renouveler les membres du bureau, comme en témoigne la réélection successive de la présidente du Collectif, seule candidate au poste. En effet, les phénomènes observés dans la conduite des associations relève qu'il n'y a pas une diminution de bénévoles (l'INSEE en dénombre 12,5 millions) mais une « *pénurie de bénévoles élus, candidats aux postes de président, trésorier, secrétaire, membres du bureau et du conseil d'administration* »¹⁰⁸.

Comment alors ne pas aller jusqu'à l'épuisement des personnes surinvesties ? Un poste de chargée de mission dédié à la coordination, souhaité par les membres du Collectif pour pérenniser l'action, serait-il suffisant ou d'autres leviers sont à utiliser pour mobiliser plus d'acteurs dans l'action collective ?

Certains salariés des associations résidentes font remonter l'importance de redéfinir le sens commun de l'action au nom duquel ils s'investissent, aux vues de l'ampleur des tâches techniques qu'ils ont à mettre en œuvre pour le Collectif Job, en parallèle de leurs actions associatives. Egalement partagé par certains membres de la Collégiale, ce constat a fini par faire son chemin et aboutir à l'organisation prochaine d'une journée rassemblant toutes les personnes du Collectif, élus à la Collégiale, salariés et bénévoles des associations membres, ainsi que les salariés municipaux, pour partager les questionnements récurrents, notamment en terme d'identité et de capacité d'accueil des initiatives artistiques ou citoyennes. De même, le basculement des missions de la coordinatrice de l'animation du dispositif Citoyens Job à la mobilisation des conseils

¹⁰⁸ BOUSQUET B., DRAPERI J.F., JAEGER M., *Penser la participation en économie sociale et en action sociale*, Ed. Dunot, Paris, 2009, p.142.

d'administration des associations membres va dans le sens de cette volonté de « *réinjecter du collectif* »¹⁰⁹, phénomènes inhérents à ce genre de structure.

3.1.2. Difficulté de rester en mouvement au détriment d'une routinisation de l'action
La montée en puissance des activités implique également une organisation plus complexe et plus lourde, un des risques de l'institutionnalisation des mouvements sociaux étant effectivement de détourner les énergies en place vers de la gestion. Ainsi, alors que le démarrage de l'organisation correspond à une mobilisation intense des membres, comme en témoigne l'investissement fort des bénévoles lors de l'ouverture du lieu en 2011, la phase qui suit laisse place à la formalisation de l'action conduit souvent à la « *démobilisation des personnes investies et la perte de combativité* »¹¹⁰. Cette phase, nécessitant d'autres compétences que celles déployées pendant la lutte, est tout aussi importante, puisqu'elle permet d'ancrer des fonctionnements démocratiques et d'introduire une certaine culture participative au sein de l'organisation, réduisant ainsi le fait que la mise en œuvre d'actions puisse être conditionnée par la seule bonne volonté des individus. Toutefois, il est important que le Collectif se questionne en parallèle de cette démarche sur sa capacité de garder l'esprit de la démocratie « *sans le faire succomber aux exigences formelles de sa structuration* »¹¹¹. Le principe d'expérimentation faisant tout l'intérêt de l'Espace Job, il serait dommageable qu'il s'atténue au nom de la consolidation de l'action, pointant le risque d'une dépolitiser les débats.

L'ouverture effective de la gouvernance aux citoyens, même si elle apparaît comme pouvant entraver l'efficacité de l'action, pourrait constituer un apport en termes de nouvelles énergies et

¹⁰⁹ ARTfactories/Autre(s)pARTs, *La notion de collectif*, ateliers de réflexion, Sainte-Foy-Lès-Lyon, 19 mars 2008, p.3.

¹¹⁰ NEUVEU Catherine, « Démocratie participative et mouvements sociaux : entre domestication et ensauvagement ? », *Participations*, 2011/1 N°1, p.190.

¹¹¹ CAILLE Alain, « Présentation », *Alterdémocratie – Alteréconomie, Revue du MAUSS*, Ed. La Découverte, 2005/2 N°26, p.12.

de confrontation d'idées, évitant les risques « *d'entropie démocratiques* »¹¹² auxquels sont confrontés les Collectif dans leur phase de formalisation. Le partage du pouvoir et de la prise de décision sont des éléments important à prendre en compte, au risque de détourner des énergies présentes à Job pour son projet démocratique. Mais quelle place accorder à cette réflexion parmi tous les chantiers en cours, notamment les plus urgents (rédaction dossier de subventions, organisation des activités...). Le paradoxe tient ici au fait que la probabilité de réussite de l'action collective, son impact et sa portée augmentent dans la mesure où « *les coûts de mobilisation des individus diminuent d'autant* »¹¹³. Mais ces coûts de mobilisation des individus ne diminuent qu'avec le franchissement de « *seuils quantitatifs dans la taille des organisations* »¹¹⁴. En effet, alors que les petits groupes ne sont pas les plus propices à la participation et au recrutement, l'intérêt des plus grands groupes est de disposer de davantage de ressources, ayant « *une chance plus élevée d'abriter une masse critique d'acteurs intéressés* »¹¹⁵.

3.2. La représentativité du collectif, quelle légitimité de l'action ?

3.2.1. Le hiatus entre citoyen expert et profane

A l'image des mouvements sociaux et des dispositifs participatifs les plus dynamiques, le Collectif Job favorise la construction d'un « *savoir politique* »¹¹⁶, l'engagement des individus, la délibération et le dépassement d'intérêts particuliers et immédiats, vers la construction de projets collectifs. En effet, la participation est repérée comme moyen de favoriser « *la capacité réflexive des individus et des groupes, toujours obligés de construire et justifier pour eux même et pour les autres le sens*

¹¹² ZIMMER Magali, *Sociologie de l'association. Des organisations à l'épreuve du changement social*, contribution pour le séminaire de master 2 intitulé « sociologie des organisations et des institutions », 2007.

¹¹³ CEFAI Daniel, *Pourquoi se mobilise-t-on ? Les théories de l'action collective*, Ed. La Découverte, Paris, 2012, p.228.

¹¹⁴ *Ibidem*, p.229.

¹¹⁵ *Ibidem*, p.230.

¹¹⁶ SINTOMER Yves, « Du savoir d'usage au métier de citoyen ? », *Raisons politiques*, 2008/3 N° 31, p. 115.

de leur apparition sur la scène publique. »¹¹⁷. Ainsi, sans tomber dans « une foi naïve dans les capacités de la participation »¹¹⁸, celle-ci est vectrice d'émancipation pour les individus, se distinguant à Job de par l'inscription d'un engagement sur la durée. Comme le note Julien Talpin, « participer à une journée de débats, dans un jury citoyen, ou à une réunion par trimestre, dans le cadre de conseils de quartier, ou même à une heure d'aide aux devoirs par semaine pendant un trimestre, n'est pas suffisant pour transformer en profondeur les acteurs. Au-delà de la forme prise par la participation, c'est avant tout l'intensité de l'expérience qui est à même de marquer suffisamment les acteurs pour éventuellement les transformer durablement. »¹¹⁹.

Mais cette montée en capacité des individus creusent d'autant plus l'écart entre des citoyens experts, toujours plus spécialisés et professionnels, et des citoyens profanes, « toujours plus dépossédés »¹²⁰. La participation est-elle alors vouée à reproduire et entretenir les inégalités sociales ?

Dans l'optique où les coûts d'entrée pour agir dans les espaces de formulation et de négociation des politiques publiques sont élevés, impliquant que «seul les citoyens organisés et mobilisés peuvent se constituer et être reconnus en tant qu'acteurs légitimes de ces dernières »¹²¹, quelle est la capacité du Collectif à rassembler ?

3.2.2. La difficulté d'élargir les bases sociales de la participation

Le Collectif dénote de par sa faculté à rassembler nombre de bénévoles pour les actions organisées et à les impliquer sur ces dernières. Faculté qui relève de sa vision de la citoyenneté,

¹¹⁷ RUI Sandrine, « Quand l'individu (se) débat avec le citoyens. Langage de l'engagement et effets de la participation institutionnalisée », dans CARREL M., NEVEU C., et ION J. (dir.), *Les intermittences de la démocratie : formes d'action et visibilités citoyennes dans la ville*, Ed. L'Harmattan, Paris, 2009, p.82.

¹¹⁸ Nina Eliasoph, sociologue, dans TALPIN Julien « L'essentiel n'est pas de participer. Engagement associatif et transformation personnelle » *La vie des idées*, mis en ligne le 01^{er} décembre 2011, p.8.

¹¹⁹ *Ibidem*, p.9.

¹²⁰ SINTOMER Yves, « Du savoir d'usage au métier de citoyen ? », *Raisons politiques*, 2008/3 N° 31, p. 116.

¹²¹ BHERER Laurence, « Les relations ambiguës entre participation et politiques publiques », *Participations*, 2011/1 N°1, p.106.

accrue par l'ancrage territorial fort de l'Espace Job, la solidarité particulière et liens interpersonnels au sein du quartier et la capacité de relais des associations membres.

Cette aptitude à « *faire collectif* » à Job permet de peser davantage dans l'arène publique et de pallier les difficultés des participants à s'exprimer à travers un « *Nous* » constatée au sein des dispositifs participatifs ponctuels¹²². Toutefois, la participation à ce projet relève de la libre adhésion et soulève un autre facteur fondamental de l'engagement finalement peu questionné, à savoir « *son caractère intentionnel et volontaire* »¹²³. Même s'ils le peuvent, les citoyens veulent-ils « faire collectif », jouer le jeu de la démocratie ? Participer à la formulation commune des projets et programmes publics ?

Ainsi, le Collectif n'est pas exempt de ce qui peut être observé dans les dispositifs de participation, à savoir la faible présence voir l'absence des jeunes et des personnes précarisées et d'origines étrangères, par rapport à la surreprésentation des classes moyennes¹²⁴. En effet, Marion Carrel souligne que les phénomènes de « cens caché » de la démocratie représentative ne se dissipent pas avec les expériences de démocratie participative. Par exemple, au sein des budgets participatifs de Porto Alegre, même si les classes populaires se déplaçaient massivement dans les réunions publiques, ce sont les individus des classes moyennes, assurés d'une relative stabilité financière (dont les familles touchent entre une quatre fois le salaire minimum) qui étaient élus conseillers au budget participatif.

Ces « *inouis de la participation* »¹²⁵ font en ce sens l'objet de nombreuses sollicitations au sein des dispositifs participatifs, à l'inverse des populations aisées dont l'absence dans les processus de participation n'est que très rarement déplorée. Cette injonction est pointée comme risquant d'augmenter les phénomènes d'exclusion, « *cette demande unilatérale faite aux pauvres,*

¹²² <http://www.participation-et-democratie.fr>

¹²³ ION Jacques, ION Jacques, *S'engager dans une société d'individus*, Ed. Armand Colin, Paris, 2012, p.63.

¹²⁴ Il y a également très peu voir pas de personnes issues de milieux très aisés qui pourtant jouxtent l'Espace Job au sein d'immeubles de grand standing réalisés sur le site de l'ancienne usine.

¹²⁵ CARREL M., NEVEU C., et ION J. (dir.), *Les intermittences de la démocratie : formes d'action et visibilités citoyennes dans la ville*, Ed. L'Harmattan, Paris, 2009, p.16.

constitués en public-cible, de se comporter en citoyens responsables traduit un certain mépris social »¹²⁶.

Concernant l'Espace Job, la non-représentativité sociale du Collectif remet-elle en cause la légitimité de son action ? Est-il nécessaire que groupes les plus défavorisés soient présents physiquement pour que leurs causes soient entendues ? Comment peuvent-ils dans ces conditions « *générer du débat démocratique sur le vivre ensemble* » ? Est-ce de son ressort de pallier l'absence de catégories les plus précarisées, en tant que porteur d'un projet politique et citoyen ? Peut-il favoriser la maîtrise de ressources politiques nécessaire à leur expression dans ces instances ?

Les obstacles au processus d'acquisition de la citoyenneté sont important à prendre en compte (absence de droit de vote pour les étrangers ; faiblesse de la représentation des minorités ethniques, ouvriers et employés ; manques de ressources matérielles...). Ces derniers influent sur son acquisition pleine et entière, empêchant une « *égalité et une dignité entre citoyens* »¹²⁷ . L'absence d'engagement ne se réduit donc pas seulement à l'inégal accès à des compétences politiques, qui est certes décisif, mais pose la question de « *la quête d'une égalité effective* »¹²⁸. Ainsi, comme le souligne de nombreux universitaires ou militants, il est primordial de reconnaître « *ces inégalités structurelles, ces frontières et stratifications sociales pour les dépasser* ».

Toutefois, en France, ce « *dilemme de l'égalité* »¹²⁹, à savoir la question de la « *diversification des origines sociales et ethniques des participants* »¹³⁰ dans les dispositifs participatifs reste ouverte.

¹²⁶ CARREL Marion, *Faire participer les habitants ? Citoyenneté et pouvoir d'agir dans les quartiers populaires*, Eds. ENS, Lyon, 2013, p.14.

¹²⁷ CARREL M., NEVEU C., et ION J. (dir.), *Les intermittences de la démocratie : formes d'action et visibilité citoyennes dans la ville*, Ed. L'Harmattan, Paris, 2009, p.17.

¹²⁸ ION Jacques, *S'engager dans une société d'individus*, Ed. Armand Colin, Paris, 2012, 220p. (Collection Individu et Société).

¹²⁹ BLONDIAUX Loïc, « Démocratie délibérative et démocratie participative : une lecture critique », *Conférences de la Chaire Mondialisation, citoyenneté et démocratie*, Canada, 11 novembre 2004, p.16.

¹³⁰ CARREL Marion, *Faire participer les habitants ? Citoyenneté et pouvoir d'agir dans les quartiers populaires*, Eds. ENS, Lyon, 2013, 274p.

Au-delà, la difficulté d'élargir les bases sociales de la participation et de favoriser la participation du plus grand nombre au détriment de « *mini-publics* », ne relève-t-elle pas l'incapacité à mettre en place à plus grande échelle « *un projet plus ambitieux de transformation politique globale* »¹³¹ ? Ou à l'inverse, le développement de micro arènes publiques et d'expérimentations localisées ne sont-ils pas des moyens plus efficaces à cet effet ? Comment alors faire monter en puissance ces expériences localisées ?

3.2.3. Capitalisation d'expériences et changement d'échelle

Le Collectif Job se distingue des procédures participatives mises en œuvre par les pouvoirs publics de par la délégation partielle de pouvoir de décision dont il fait usage, via la co-gouvernance de l'Espace Job avec la Mairie. A contrario, la plupart des dispositifs participatifs tendent à être confinés dans une dimension de proximité et ne visent pas à peser sur les décisions, faisant des citoyens des « *habitants qu'il faut satisfaire* »¹³².

Ainsi se multiplie la mise en place de procédures participatives, essentiellement descendantes alors que les contraintes juridiques qui incitent les élus à faire participer les habitants sont faibles, allant vers « *une véritable prolifération de dispositifs de natures diverses qui s'accumulent, souvent sans véritable cohérence, à des échelles territoriales multiples* »¹³³. Alors que des expériences sont menées à l'échelle de Régions et dans une moindre mesure des Départements¹³⁴, l'échelon intercommunal reste le « *trou noir à laquelle se posent la plupart des problèmes mais à laquelle ne correspondent pas les financements adéquats* »¹³⁵.

¹³¹ BLONDIAUX Loïc, FOURNIAU Jean Michel, « Un bilan des recherches sur la participation du public en démocratie : beaucoup de bruit pour rien ? », *Participations*, 2011/1 N° 1, p.19.

¹³² BLONIAUX Loïc, *Le nouvel esprit de la démocratie. Actualités de la démocratie participative*, Ed. du Seuil et La République des Idées, 2008, p.42.

¹³³ LEFEBVRE Remi, « La démocratie participative absorbée par le système politique local », *Métropolitiques*, mis en ligne le 29 octobre 2012.

¹³⁴ Jurys de citoyens en Nord Pas de Calais, Rhône Alpes, fabrique participative dans le Nord...

¹³⁵ « De la démocratie participative. Expériences, débats », *Alterdémocratie – Alteréconomie, Revue du MAUSS*, Ed. La Découverte, 2005/2 N°26, p.155-170.

Comment alors, à partir d'une capitalisation des expériences réalisées, favoriser l'articulation entre le micro local et d'autres échelles (intercommunalité, département, région) ? Favoriser des processus de plus long terme ? Cela dans l'optique de permettre une « *montée en généralité et une politisation des débats* »¹³⁶, la démocratie participative n'ayant pas vocation à être réduite à des logiques uniquement de proximité mais vise bien une transformation plus large.

¹³⁶ BACQUE M.H., GAUTHIER M., « Participation, urbanisme et études urbaines, quatre décennies de débats et d'expériences depuis « A ladder of citizen participation » de S. R. Arnstein », *Participations*, 2011/1 N° 1, p.55.

CONCLUSION

Le Collectif Job a développé des expérimentations en termes de développement territorial dès la fermeture de l'usine et la rencontre entre structure syndicale et associative. Sa configuration particulière à la croisée de pratiques et compétences différentes lui confère une capacité d'identifier les besoins émergents à l'échelle du quartier, et de formuler de propositions qui transcendent les intérêts particularistes. Au fil des années de confrontation et de négociation avec les pouvoirs publics, le Collectif a dû développer des principes d'actions propres, liés à la mobilisation des habitants, la publicisation de problèmes publics, et l'expérimentation.

De la mobilisation initiale autour de la sauvegarde du bâtiment à la défense d'un projet d'aménagement de cœur de quartier, en articulation avec les problématiques de l'agglomération, le Collectif a su se positionner rapidement comme acteur moteur en termes de développement territorial. Cette force relève du profil de ses membres qui mettent à disposition leurs compétences professionnelles et leur engagement au service d'un projet citoyen, développant des moyens innovants pour tenter d'apporter de manière réactive des éléments de réponse aux problèmes identifiés. Elle est également le fruit de dynamiques associatives fortes ancrées sur un quartier, et de la capacité de dialogue du Collectif avec les institutions.

L'intégration institutionnelle de cette démarche par la Mairie est venue consolider le projet et inscrire dans la durée l'activité citoyenne qui en était le moteur. Ainsi, de manière concomitante à sa formalisation, le Collectif est dans une démarche d'ouverture accrue, et continue d'expérimenter des projets en s'ouvrant à d'autres registres d'actions que ceux sur lesquels il intervient habituellement. Pour cela, il fait appel à des structures davantage expertes que lui, moyen d'avoir accès à d'autres ressources dont il ne dispose pas ou qu'il maîtrise peu.

Ainsi, la reconnaissance institutionnelle de cette demande sociale de participation permet d'ancrer des pratiques citoyennes existantes sur un territoire et d'expérimenter un idéal de démocratie

participative à la croisée des dynamiques associatives et institutionnelles. Celui-ci reflète le long processus d'apprentissage de formes démocratiques et de délibérations, conditionnées par des rapports humains. L'inscription sur le long terme de ce processus participatif, qui évacue la dépendance aux commanditaires au sein de dispositifs plus ponctuels, autorise une plus grande liberté dans les tentatives d'expérimentations et de coopérations entre équipes municipales et membres du Collectif. Ce qui aboutit finalement à l'instauration progressive d'une culture participative, allant à l'encontre des craintes initiales de perte de temps et d'efficacité.

Malgré tout, le Collectif n'est pas épargné par certaines problématiques récurrentes en lien avec la participation. La non représentativité sociale de ce dernier à l'échelle du quartier, peut entraver sa légitimité à participer à la formulation d'enjeux publics. Toutefois, est-ce son rôle d'alimenter l'injonction participative ? La participation ne peut se décréter mais se construit progressivement, par la capitalisation des expériences et du développement d'ingénieries, afin « *d'amener les individus, tout comme les institutions à évoluer* »¹³⁷.

¹³⁷ CARREL Marion, *Faire participer les habitants ? Citoyenneté et pouvoir d'agir dans les quartiers populaires*, Eds. ENS, Lyon, 2013, p.66.

BIBLIOGRAPHIE

Ouvrages

ANQUETIN Virginie, FREYERMUTH Audrey (dir.), *La figure de l'habitant. Sociologie politique de la « demande sociale »*, Presses Universitaires de Rennes, 2009, 184 p. (Collection « Res Publica »).

BACQUE Marie-Hélène, BIEWENER Carole, *L'empowerment, une pratique émancipatrice*, Ed. La Découverte, Paris, 2013, 175p. (Collection Politique et Société).

BACQUE Marie Hélène, REY Henri, SINTOMER Yves (dir.), *Gestion de proximité et démocratie participative : une perspective comparative*, Ed. La Découverte, Paris, 2005, 314p.

BARBIER R., BLONDIAUX L., CHATEURAYNAUD F., FOURNIAU J-M., LEFEBVRE R., NEVEU C. et SALLES D. (dir.), *Dictionnaire critique et interdisciplinaire de la participation*, Paris, GIS Démocratie et Participation, 2013 [en ligne : <http://www.dicopart.fr>].

BENNOUR Abdelmajid, *Logiques des participations citoyennes. Solidarité, contestation, gestion*, Ed. L'Harmattan, Paris, 2006, 192p. (Collection Logiques Sociales).

BENSON S., LE QUENTREC Y., *Un Job pour la vie, les salariés de Job en lutte (1995-2001)*, Eds. Syllepse, Paris, 2005, 422p.

BLONIDAUX Loïc, *Le nouvel esprit de la démocratie. Actualités de la démocratie participative*, Ed. du Seuil et La République des Idées, 2008, 109p.

BOUSQUET B., DRAPERI J.F., JAEGER M., *Penser la participation en économie sociale et en action sociale*, Ed. Dunot, Paris, 2009, 277p.

CAILLE A., CHANIAL P., DACHEUX E., EME B., LATOUCHE S., LAVILLE J.L., *Associations, démocratie et société civile*, Ed. La Découverte, Paris, 2001, 220p. (Bibliothèque du MAUSS).

CARREL Marion, *Faire participer les habitants ? Citoyenneté et pouvoir d'agir dans les quartiers populaires*, Eds. ENS, Lyon, 2013, 274p.

CARREL M., NEVEU C., et ION J. (dir.), *Les intermittences de la démocratie : formes d'action et visibilité citoyennes dans la ville*, [textes du séminaire de recherche organisé avec l'encouragement du PUCA (Ministère de l'écologie, de l'énergie, du développement et de l'aménagement durables) en 2006 et 2007], Ed. L'Harmattan, Paris, 2009, 310p.

CEFAI Daniel, *Pourquoi se mobilise-t-on ? Les théories de l'action collective*, Ed. La Découverte, Paris, 2012, 727p.

CLOUTIER Julie, *Qu'est-ce que l'innovation sociale ?*, Cahier du CRISES, bibliothèque nationale du Québec, 2003, 45p. (Collection Etudes théoriques).

DEBOULET Agnès, NEZ Eloïse (dir.), *Savoirs citoyen et démocratie urbaine*, Presses Universitaires de Rennes, 2013, 137p. (Collection *Res Publica*).

DONZELOT Jacques, *La ville à trois vitesses*, Eds. de la Villette, Paris, 2009. (Collection Passage).

FROMENTIN Thomas, WOJCIK Stéphanie (dir.), *Le profane en politique. Compétences et engagement du citoyen*, Ed. L'Harmattan, 2008, 314p. (Collection Logiques Politiques).

GILLET Jean Claude (dir.), *Le territoire et ses acteurs. Les associations, des espaces entre utopies et pragmatismes*, Presses Universitaires de Bordeaux, Pessac, 2001.

GUERRE Yves, *Vers l'âge d'or de l'éducation populaire. Le peuple éducateur*, Ed. L'Harmattan, Paris, 2014, 179p. (Collection Savoir et Formation).

HAMMAM Philippe (dir.), *Ville, frontière, participation. De la visibilité des processus démocratiques dans la cité*, Eds. Orizons, 2012, 327p. (Collection Universités).

ION Jacques, *S'engager dans une société d'individus*, Ed. Armand Colin, Paris, 2012, 220p. (Collection Individu et Société).

LEPAGE Franck, *Education populaire, une utopie d'avenir*, Ed. Les liens qui libèrent, 2012.

MARTIN Frédérique, *En quête de Job*, Eds. Zorba, 2009, 79p.

MAUREL Christian, *Education populaire et puissance d'agir. Les processus culturels de l'émancipation*, Ed. L'Harmattan, Paris, 2010, 241p. (Collection Travail du Social)

MERLE Pierre, VATIN François, (dir.), *La citoyenneté aujourd'hui : extension ou régression ?*, Presses Universitaires de Rennes, 1995, 180p. (Collection « des Sociétés »).

NEVEU Catherine (dir.), *Cultures et pratiques participatives. Perspectives comparatives*, Ed. L'Harmattan, Paris, 2007, 396p. (Collection Logiques Sociales).

POUJOL Geneviève, *L'éducation populaire : histoire et pouvoirs*, Les éditions ouvrières, 1981.

RANCIERE Jacques, *La haine de la démocratie*, Eds. La Fabrique, Paris, 2005, 106p.

SINTOMER Yves, *Le pouvoir au peuple. Jurys citoyens, tirage au sort et démocratie participative*, Ed. La Découverte, Paris, 2007, 177p.

Articles

ABRAMOVSKY Christophe, *Job : lutte sociale et démocratie culturelle*, www.christophe-abramovsky.fr/?p=90, juillet 2013.

BACQUE M.H., GAUTHIER M., « Participation, urbanisme et études urbaines, quatre décennies de débats et d'expériences depuis « A ladder of citizen participation » de S. R. Arnstein », *Participations*, 2011/1 N° 1, p.36-66.

BHERER Laurence, « Les relations ambiguës entre participation et politiques publiques », *Participations*, 2011/1 N°1, p.105-133.

BLANC Maurice, « Démocratie participative et classes moyennes », *Espaces et sociétés*, 2012/1 N° 148-149, p. 219-232.

BLATRIX Cécile, « La démocratie participative en représentation », *Sociétés contemporaines*, 2009/2 N° 74, p. 97-119.

BLONDIAUX Loïc, « Démocratie délibérative et démocratie participative : une lecture critique », *Conférences de la Chaire Mondialisation, citoyenneté et démocratie*, Canada, 11 novembre 2004, 19p.

BLONDIAUX Loïc, FOURNIAU Jean Michel, « Un bilan des recherches sur la participation du public en démocratie : beaucoup de bruit pour rien ? », *Participations*, 2011/1 N° 1, p.8-28.

BLONDIAUX Loïc, SINTOMER Yves, « L'impératif délibératif », *Politix*, Vol.15 N°57, 2002, p.17-35.

BRESSON Maryse, « La participation des habitants contre la démocratie participative dans les centres sociaux associatifs du nord de la France », *Déviances et Sociétés*, 2004/1 Vol.28, p.97-97.

BUSQUET Grégory, « Question urbaine et droit à la ville », *Mouvements*, 2013/2 N° 74, p.114-122.

CAILLE Alain, « Présentation », *Alterdémocratie – Alteréconomie, Revue du MAUSS*, Ed. La Découverte, 2005/2 N°26, p. 5-29.

CASTEL Robert, « Cadrer l'exclusion », dans KARZ S., *L'exclusion, définir pour en finir*, Ed. Dunot, Paris, 2000, p.35-60.

CHEVALLIER Jacques, « Intérêt général », dans BARBIER R., BLONDIAUX L., CHATEAURAYNAUD F., FOURNIAU J-M., LEFEBVRE R., NEVEU C., SALLES D. (dir.), *Dictionnaire critique et interdisciplinaire de la participation*, Paris, GIS Démocratie et Participation, 2013.

« De la démocratie participative. Expériences, débats », *Alterdémocratie – Alteréconomie, Revue du MAUSS*, Ed. La Découverte, 2005/2 N°26, p.155-170.

DELLA PORTA Donatella, « Démocratie en mouvement. Les manifestants du Forum social européen, des liens aux réseaux », *Politix*, Vol.17 N°68, 2004, p.49-77.

FAURE A., GLASSEY O., LERESCHE J.P., « Démocratie participative et démocratie différentielle », *Métropoles* [En ligne], 2010/7, mis en ligne le 14 juin 2010, consulté le 28 août 2014.

GODBOUT Jacques T., « Pas de représentation sans représentativité ? », *Alterdémocratie – Alteréconomie, Revue du MAUSS*, 2005/2 N°26, p. 90-104.

GOURGUES Guillaume, « Critique de la participation », dans BARBIER R., BLONDIAUX L., CHATEAURAYNAUD F., FOURNIAU J-M., LEFEBVRE R., NEVEU C. et SALLES D. (dir.), *Dictionnaire critique et interdisciplinaire de la participation*, Paris, GIS Démocratie et Participation, 2013.

HELY Matthieu, « L'économie sociale et solidaire n'existe pas », *La vie des idées*, mis en ligne le 11 février 2008, 14p.

LEFEBVRE Remi, « La démocratie participative absorbée par le système politique local », *Métropolitiques*, mis en ligne le 29 octobre 2012.

LE GALES Patrick, « Du gouvernement des villes à la gouvernance urbaine, vers des villes acteurs en Europe », *Revue française de science politique*, 45 (1), 1995, p. 57-95.

LIZARRALDE G., MAHERZI F.A., THOMAS-MARET I., VIEL L., « L'influence des parties prenantes dans les grands projets urbains », *Cybergeo : revue européenne de géographie* [En ligne], aménagement - urbanisme, document 604, mis en ligne le 26 Avril 2012, consulté le 28 aout 2014.

MALSAN Sylvie, « La nécessité de la participation est-elle toujours argumentée par un besoin de plus de démocratie ? », *Alterdémocratie, Alteréconomie, Revue du MAUSS*, 2005/2 no 26, p. 231-248.

MAZEAUD Alice, « Dix ans à chercher la démocratie locale, et maintenant ? Pour un dialogue entre politiques publiques et démocratie participative », Communication aux Journées Doctorales sur la participation et la démocratie participative, GIS « Participation du public, décision, démocratie participative », ENS Lyon, novembre 2009, 14p.

MAZEAUD Alice, « Citoyen/Élu/Technicien », dans BARBIER R., BLONDIAUX L., CHATEAURAYNAUD F., FOURNIAU J-M., LEFEBVRE R., NEVEU C. et SALLES D. (dir.), *Dictionnaire critique et interdisciplinaire de la participation*, Paris, GIS Démocratie et Participation, 2013.

MAZEAUD Alice, TALPIN Julien, « Participer pour quoi faire ? », *Sociologie*, 2010, N°3 vol. 1.

MERCIER Clément, « Participation citoyenne et développement des communautés : enjeux, défis, actualisation », présentation au forum des intervenants municipaux en développement social, Montréal, février 2009, 26p.

NEUVEU Catherine, « Démocratie participative et mouvements sociaux : entre domestication et ensauvagement ? », *Participations*, 2011/1 N°1, p.186-209.

NONJON Magali, « De la militance à la consultance : les bureaux d'études urbaines, acteurs et reflets de la procéduralisation de la participation », *Politiques et management public*, mis en ligne le 20 juin 2014.

NONJON Magali, « Professionnels de la participation : savoir gérer son image militante », *Politix*, Vol. 18 N°70, 2005/2, p.89-112.

RUI Sandrine, « La démocratie participative », dans BARBIER R., BLONDIAUX L., CHATEAURAYNAUD F., FOURNIAU J-M., LEFEBVRE R., NEVEU C. et SALLES D. (dir.), *Dictionnaire critique et interdisciplinaire de la participation*, Paris, GIS Démocratie et Participation, 2013.

TALPIN Julien « L'essentiel n'est pas de participer. Engagement associatif et transformation personnelle » *La vie des idées*, mis en ligne le 01^{er} décembre 2011, 12p.

RERAT Patrick, « Une gentrification émergente et diversifiée : le cas des villes suisses », *Espaces et sociétés*, 2008/1 N° 132-133, p.39-56.

RUI Sandrine, « Quand l'individu (se) débat avec le citoyens. Langage de l'engagement et effets de la participation institutionnalisée », dans CARREL M., NEVEU C., et ION J. (dir.), *Les intermittences de la démocratie : formes d'action et visibilité citoyennes dans la ville*, Ed. L'Harmattan, Paris, 2009, p77-87.

SINTOMER Yves, « Du savoir d'usage au métier de citoyen ? », *Raisons politiques*, 2008/3 N° 31, p. 115-133.

Revue

« Démocratie et participation : un état des savoirs », *Participations*, 2011/1 N°1, 348p.

« Economie, la place à prendre. Voyage au pays des initiatives solidaires. », *Friture Mag*, décembre-octobre 2008, N°6, 33p.

« Education populaire et alternative démocratique », *Résonances*, Ed. Arc-en-ciel Coopérative, Paris, octobre 2012, N°19, 88p.

« Eloge du militant. L'avenir se construit dans l'engagement. », *Friture Mag*, Janvier-mars 2009, N°7, 32p.

« Ethnographie de la participation », *Participations*, 2012/3 N°4, 248p.

« La participation », *Les cahiers du Pavé*, N°2 octobre 2013.

« La transition, une utopie concrète ? », *Mouvements*, 2013/2 N°75, Ed. La Découverte, 172p.

« La ville brûle-t-elle ? Pour une réappropriation citoyenne de nos villes », *Mouvements*, 2013/2 N°74, Ed. La Découverte, 180p.

« Participation ou empowerment », *Urbanisme*, printemps 2014, N°392.

Thèses, mémoires

COURDET Laurent, *Dynamiques urbaines et sociales dans les quartiers péri-centraux. L'exemple de trois métropoles régionales : Nantes, Bordeaux et Toulouse*, thèse pour le doctorat en géographie, Université de Nantes, 2006, 422p. Dir. : J.P. PEYON.

DHERS Georges, *Développement des personnes et des territoires. L'apport des dispositifs d'intermédiation créative*, thèse pour le doctorat en économie, Université de Poitiers, 229p.

FRANQUEMAGNE Gaël, *Les mobilisations socio-territoriales : le Larzac, une cause en mouvement*, thèse pour le doctorat en science politique, Institut d'Etudes Politiques de Bordeaux, 2009, 634p. Dir. : Claude SORBETS.

NEZ Eloïse, *La démocratie participative locale. Un questionnement de sa dimension inclusive à partir des expériences de Bobigny (France) et de Barreiro (Belo Horizonte, Brésil)*, Cahier de la Chaire de recherche en développement des collectivités, série Mémoires de maîtrise, N°10, Université du Québec en Outaouais, 2006, 138 p. Dir. : Olivier DABENE.

NONJON Magali, *Quand la démocratie se professionnalise. Enquête sur les experts de la participation*, thèse pour le doctorat de science politique, Université Lille 2, 2006.

Etudes, diagnostics, ateliers, rapports

ARTfactories/Autre(s)pARTs, *La notion de collectif*, ateliers de réflexion, Sainte-Foy-Lès-Lyon, 19/03/2008, 7p.

LEPAGE Franck, *Education populaire et transformation sociale*, rapport d'étape de l'Offre Publique de Réflexion sur l'éducation populaire, Ronéo, janvier 2001.

Les Sept Deniers : un quartier en mutation, diagnostic réalisé par des étudiants de Licence 3 Géographie, promotion 2013/2014, Université Toulouse 2 Le Mirail.

Profil santé Toulouse, données complémentaires et indicateurs de santé dans les quartiers de Toulouse, étude de l'Observatoire Régional de la santé de Midi Pyrénées sur une commande de la Ville de Toulouse, 2010.

ZIMMER Magali, *Sociologie de l'association. Des organisations à l'épreuve du changement social*, contribution pour le séminaire de master 2 intitulé « sociologie des organisations et des institutions », 2007.

Documents audiovisuels et radiophoniques

BROUE Caroline, « Assiste-t-on à la fin du politique ? », *La Grande table* (2^{ème} partie), France Culture, diffusé le 03 juin 2014, 34min.

ERNER Guillaume « Viens chez moi, j'habite chez les prolos, la gentrification », *Service public*, France inter, diffusé le 12 septembre 2013, 51min.

DIBANE Ouahide, *En quête de Job*, Zorba Editions et collectif des 7Deniers, 2009, DVD - 67min.

DE LA PORTE Xavier, « Pierre Lévy, l'intelligence collective », *Place de la toile*, France Culture, diffusé le 15 février 2014, 49min.

Documents de la structure

- *Convention d'objectifs entre la commune de Toulouse et le collectif Job*, Toulouse, 2013.
- *Statuts du collectif Job*, Collectif Job, novembre 2010.
- *Le projet du collectif Job au sein de l'Espace Job*, Collectif Job, 2012.
- *Rapport de l'exercice 2013*, Assemblée Générale du jeudi 22 avril 2014.

TABLE DES ILLUSTRATIONS

Figure 2 : Typologie de la participation en fonction de l'empowerment des citoyens	9
Figure 3 : La constitution du Collectif Job et l'évolution du site industriel	14
Figure 4 : Evolution de l'usine Job, entre état de marche, abandon et réhabilitation	15
Figure 5 : Le site de l'usine Job en activité et son emprise dans le quartier	16
Figure 6 : Barrage de la route de Blagnac 2001	31
Figure 7 : Evolution des heures bénévoles/salariés de 2011 à 2013	35
Figure 8 : La gouvernance de l'Espace Job	37
Figure 9 : Les initiatives citoyennes qui animent l'Espace Job	43
Figure 10 : Effectifs accueillis à l'Espace Job	59

ANNEXES

Annexe 1 : Liste et rapide description des douze associations composant le Collectif

Annexe 2 : Extrait de l'activité intense du Collectif de 2002 à 2006

Annexe 3 : Comparaison du projet de cœur de quartier du Collectif et de l'OAP

Annexe 4 : Fiche de route de l'atelier « Citoyen Job »

Les 7 Animés

Initiatives-habitants, Ecole, Activités, Fêtes

« Association avec pour et par les habitants des 7 Deniers. Elle a pour objectif principal l'affirmation des valeurs collectives permettant à l'ensemble des habitants du quartier, enfants comme adultes, de se retrouver et d'échanger. Pour cela elle propose des actions, activités et manifestations, mais aussi favorise et accompagne les initiatives des habitants. L'association rassemble des personnes en lien avec l'école, parents, enseignants et d'autres plus concernées par la vie du quartier. Elle organise tout au long de l'année, des manifestations scolaires (loto, fête..), de quartier, (Vide grenier, cinéma de plein, carnaval, festival), des activités hebdomadaires en direction des enfants et des adultes (Théâtre, Steel Drum, gymnastique, art plastique.....). L'association est aussi à l'origine de projets collectifs tels que la mise en place de jardins partagés, d'un marché de plein vent, de projet d'aménagement du quartier. »

Alliances et Cultures

Culture, social, entraide

« A l'origine créée par des travailleurs sociaux, l'association est constituée aujourd'hui d'une diversité de public, acteurs venant des secteurs sociaux, universitaire, éducatif, salariés, bénévoles actifs ou retraités. L'association agit pour l'intégration des populations défavorisées, familles, personnes isolées et enfant, pour tenter de lever avec eux les obstacles qui les empêchent d'être et de se sentir membres de notre société, d'en partager avec les autres les droits et les devoirs. Aux 7 deniers, 2 centres sociaux existent et de nombreuses activités sont proposées. Dans la maison JOB, ancienne demeure du directeur aujourd'hui réhabilitée, au sein d'un parc public, Alliances et Cultures a monté une ludothèque ouverte à tous. »

Amis de l'imprimerie et de Job

Citoyenneté, syndicalisme, papier

« L'association est issue de la fusion entre 2 associations liées à la FILPAC CGT:- l'association " les amis de l'imprimerie" pour la préservation des professions et industries graphiques, papier et de la communication- l'association " APRES JOB" (Association Pour le Retour à l'Emploi des Salariés JOB) dont le but était le reclassement des ouvriers et la préservation du patrimoine JOB, emblématique de la lutte sociale qui a eu lieu sur le site Association militante, son but est de promouvoir l'information, l'aide , l'activité permettant de soutenir les salariés et l'industrie de ce champ, et au delà , de participer au débat démocratique et à l'engagement citoyen. »

ASSBA

Citoyenneté, environnement, patrimoine

« L'Association pour la Sauvegarde Brienne-Bazacle-Amidonniers a été constituée par des habitants soucieux de la vie de ce quartier (urbanisme, circulation, construction, animation...). C'est avant tout un cadre d'échange entre tous ses habitants. L'association a entre autres contribué fortement à : la sauvegarde et la

réhabilitation de la manufacture des Tabacs, témoin notoire de l'architecture industrielle du XIXème siècle devenue aujourd'hui une composante de la faculté des sciences sociales ; la "coulée verte", aménagement piétonnier du canalet, petit canal de fuite des anciens moulins du Bazacle ; la mise en place d'une passerelle piétonne au-dessus du canal de Brienne. »

Comité de quartier des 7Deniers

Citoyenneté, urbanisme, environnement et cadre de vie

« Le Comité de Quartier des Sept Deniers est au Service des habitants pour toutes actions ou décisions d'où qu'elles viennent et qui impactent Le Cadre de Vie et L'environnement. Association citoyenne, responsable et indépendante qui propose, suggère, participe et agit en se mobilisant avec toutes celles et ceux qui le souhaitent avec quasiment toujours pour objectif principal l'intérêt général. Parmi les actions en cours : aménagement du cœur de quartier autour du bâtiment JOB ; action contre les nuisances sonores (Pont de l'Embouchure & Héliport de Purpan) ; amélioration des transports en Communs (liaison bus/tram et ligne 16 & 70) ; Plan Local D'Urbanisme (PLU) ; Commission Locale d'information et de Surveillance (CLIS) de l'Usine de Ginestous Garonne et ses incinérateurs. Le comité est membre du Collectif contre Le Plan GINESTOUS 2000 et pour le Droit de Respirer dans l'Agglomération Toulousaine, Membre de l'Union des Comités de Quartier de Toulouse ».

Compagnie La Baraque

Créations chorégraphiques

« La compagnie est créée dans les années 90 par Elisa MARTIN-PRADAL, directrice artistique-danseuse-chorégraphe et le danseur Serge SOULA. Les productions sont tournées vers la recherche gestuelle qui permet à chaque danseur d'être lui-même et de réinvestir sa propre histoire avec la danse, toutes les danses. La recherche artistique de La Baraque privilégie constamment le lien avec les autres disciplines artistiques comme les arts plastiques, la poésie, parfois l'architecture ou la vidéo et bien évidemment la création musicale présente sur tous les projets. La compagnie investit depuis longtemps l'espace public et propose la rencontre entre amateurs et artistes, manière contribuer à la formation d'individus culturellement actifs, vivant les pratiques culturelles de leur temps et capables d'en créer d'autres. »

FCPE Parents Elèves Collège des Ponts Jumeaux

Education

FCPE Parents Elèves Groupe Scolaire des 7Deniers

Education

« Le Conseil Local est une association de parents d'élèves du groupe scolaire des Sept Deniers. C'est un lieu de réflexion, d'échanges, d'initiatives à propos de la vie du groupe scolaire, mais aussi d'information sur l'ensemble des problèmes d'éducation. Le statut associatif permet tout au long de l'année:• d'organiser des réunions de parents d'élèves dans les locaux scolaires (exemple: préparation des conseils d'école trimestriels)• de diffuser des informations à l'ensemble des parents (distribution par les cahiers des enfants, affichage,

courriers ...) Ayant fait le constat que la vie du groupe scolaire débordait largement des limites géographiques des écoles, le Conseil Local s'investit depuis de nombreuses années dans les projets de quartier. »

MJC des Ponts Jumeaux

Jeune, culture citoyenneté

« Créée en 1971, la MJC des Ponts Jumeaux (anciennement Amidonniers) est une association loi 1901 dont la vocation est de « permettre à tous d'accéder à l'éducation, aux loisirs et à la culture ». Ouverte à tous les publics, les jeunes mais aussi les enfants et les adultes, elle propose une offre diversifiée d'activités et de services répondant aux attentes des habitants (affiliée à la Fédération Régionale MP des MJC). Ses trois domaines d'activités sont : l'Animation Locale et Culturelle ; l'Action Jeunes, à l'intention des ados et préados, en ciblant particulièrement la population des collégiens et la tranche d'âge des 10-15 ans ; les Clubs d'Activités, une gamme diversifiée d'ateliers artistiques ou sportifs sur le rythme de l'année scolaire. »

Music'Halle – L'école des musiques vivaces

Musique, formation, diffusion

« Issues du Jazz, du Blues ou de la chanson, qu'elles soient Rythm'n Blues, Groove, Funk, Fusion, Jazz Manouche, Afro, Latino, Flamenco, Electro, Orientales ou Métissées : ce sont les musiques vivaces, toujours vivantes d'hier, d'aujourd'hui et pour demain. Elles font sonner Music'Halle et sont au cœur de notre pédagogie. 60 musiciens enseignants en activités sur les scènes de la région toulousaine sont au service du projet pédagogique de l'école des musiques vivaces. Des cycles courts aux cycles longs, jusqu'à la formation professionnelle et l'enseignement supérieur en lien avec l'EPCC Beaux-Arts et Spectacle Vivant, notre centre de formation s'adresse aussi bien aux musiciens amateurs, quel que soit leur niveau, qu'aux musiciens professionnels ou en voie de professionnalisation. Fondée en 1986, Music'Halle a plus de vingt-cinq ans d'âge. L'école des musiques vivaces a été reconnue au titre d'Etablissement d'Enseignement de la Musique par le Ministère de la Culture et de la Communication depuis le 15 octobre 2007. Music'Halle est cet espace associatif rayonnant de diversités, qui conjugue pédagogie, création, rencontre et diffusion, par le biais notamment de concerts, scènes vivantes ou préparées, organisés dans diverses salles et festivals de la région toulousaine. »

Les Productions du Vendredi

Musique, diffusion

« Créées en 2008, les Productions du Vendredi accompagnent des projets artistiques dans les esthétiques chanson, jazz et musiques du monde. Un socle commun : une idée de la musique ouverte à l'improvisation et Music'Halle comme carrefour de rencontres, avec un contact permanent de toute une génération de musiciens en voie de professionnalisation, Productions de spectacles, actions culturelles et diffusion sont au cœur du dispositif. »

Mouvement des chrétiens retraités

ANNEXE 2 : EXTRAIT DE L'ACTIVITE INTENSE DU COLLECTIF DE 2002 A 2006

PARTICIPATION AUX COMMISSIONS CONSULTATIVES DU QUARTIER IV MISES EN PLACE PAR LA MUNICIPALITE

11/2/2002 02/2/2003 06/2/2003 11/2/2003 01/2/2005 12/2/2005

ACTIONS MENÉES PAR LE COLLECTIF

12/2/2002	Présentation de la démarche et de l'enjeu pour le quartier de réhabiliter le bâtiment principal de l'usine	11/2/2003	Barrière de la route de Bliagnac et diffusion besoins recensés pour l'amélioration de la vie de quartier	12/2/2003	Réunion du collectif : point sur le barrière + point sur les actions à mener	04/2/2006	Barrière de la route de Bliagnac	06/2/2006	Panorion de « l'appel à projet artistique pour l'intégration d'une école de musique dans l'espace Job »
-----------	--	-----------	--	-----------	--	-----------	----------------------------------	-----------	---

REUNIONS PUBLIQUES ORGANISEES PAR LE COLLECTIF

01/2/2003	Equipements et animations	06/2/2003	Synthèse de la démarche du collectif au Maire évolutions du quartier	10/2/2003	Etude des besoins et attentes du quartier	02/2/2004	Présentation du projet de l'espace Job sur site	04/2/2005	Exposé par le Maire des projets pour les 7deniers : aménagement route de Bliagnac extension école, réhabilitation de l'Anival à partir de 2008, accapitation du projet proposé par les associations du quartier	11/2/2005	Pièce de la culture, des associations sportives au sein de l'espace Job + aménagement du quartier (route de Bliagnac, extension des écoles)
-----------	---------------------------	-----------	--	-----------	---	-----------	---	-----------	---	-----------	---

« MANIFESTATIONS FESTIVES » ORGANISEES PAR LE COLLECTIF

09/2/2003	Organisation de « Job expo performance », soirée projection vidéo et dj à Job pour la sauvegarde du bâtiment pour les Journées Européennes du Patrimoine	01/2/2004	Organisation du marché de plein vent + Aigre midi festif	07/2/2004	Marché d'Arnaud Bernard jusqu'à Job avec Music'Halle + Conférence de presse et festivités musicales à Job	09/2/2005	Création du festival « 7 à la ronde à la ronde » à la cité Madrid par Zaninis et la Cie La Baraque
-----------	--	-----------	--	-----------	---	-----------	--

ECHANGES ENTE LE COLLECTIF ET LES POUVOIRS PUBLICS, EVOLUTION DU SYSTEME D'ACTEURS

02/2/2004	Projet de l'espace Job remis au Maire de quartier (gérance, centre de musiques actuelles portées par Music'Halle, et espaces socio culture)	08/2/2004	Rencontre avec le Maire, de quartier. Annonce du radier du bâtiment par la Ville.	11/2/2005	Réunion avec le Maire de quartier pour l'aménagement de l'espace Job	12/2/2005	Réunion avec les élus locaux pour légitimer la présence de Music'Halle, engagement du CG dans son financement pour la réhabilitation du bâtiment	06/2/2006	Convocation du collectif pour soutenir leur projet devant un jury de personnalités institutionnelles, culturelles et élus	09/2/2006	Le collectif est reçu par le Maire et ses adjoints (culture et quartier) pour annoncer que Music'Halle avait été retenu
-----------	---	-----------	---	-----------	--	-----------	--	-----------	---	-----------	---

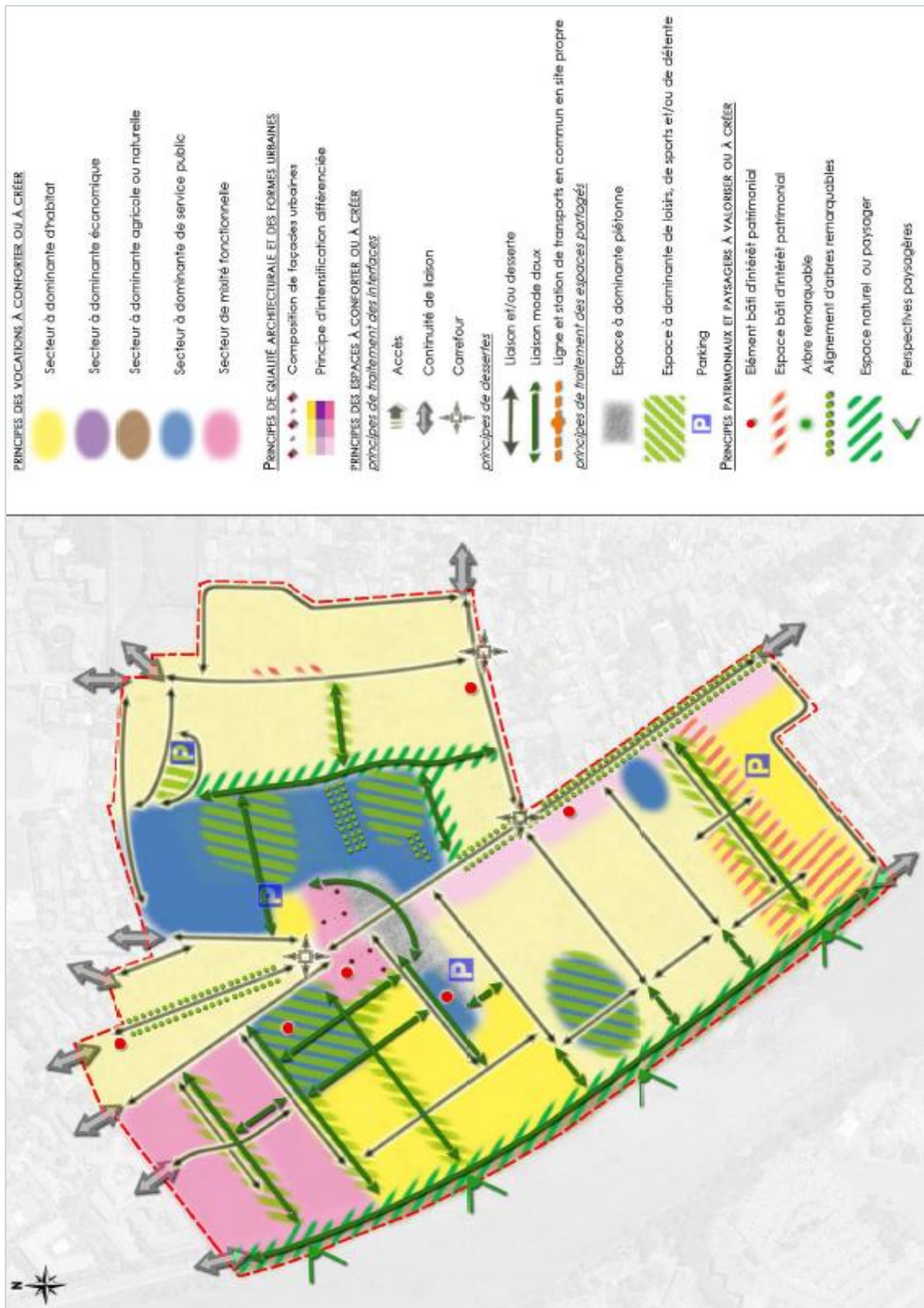
ANNEXE 3 : COMPARAISON DU PROJET DE CŒUR DE QUARTIER DU COLLECTIF ET DE L'OAP

L'Espace Job, la place Job, le projet d'un cœur de quartier, attentes et propositions des associations du quartier



Source : Associations du quartier (7animés, comité de quartier 7Deniers, FCPE groupe scolaire 7Deniers et collège) ; association Music'Halle ; association « les amis de l'imprimerie et de Job », 2008.

Enjeux et principes d'aménagement de l'OAP JOB cœur de quartier



Source : PLU, Révision générale approuvée par DCC du 27/06/2013, Direction de la planification et de l'urbanisme, Service de la réglementation urbaine, Mairie de Toulouse

Citoyens JOB – grand Atelier de partage et de concrétisations

Les étapes :

1 – C'est quoi JOB pour vous ? (15 min)

Les gens se rassemblent par petits groupes par tables, font connaissance et se réveillent tranquillement autour d'un café ou thé, discutent ensemble de la question posée.

Le tout en une dizaine de minutes, puis tour de table sur ce qui a émergé.

2 – Présentation synthétique de JOB (15 min)

Rappeler qu'il y a une fiche de contacts à remplir à disposition

Préciser qu'une synthèse de ces échanges sera réalisée, envoyée à tous les citoyens JOB et présentée à l'AG du mois de mai

Histoire de la lutte au sein du quartier, du fonctionnement, du projet de gouvernance partagée.

Le collectif JOB est actuellement porté par des bénévoles :

> Montrer que l'organisation de cette matinée relève de la volonté d'ouvrir le collectif à d'autres citoyens (hors assos membres), du quartier, de la ville, d'ailleurs, pour alimenter la dynamique déjà à l'œuvre.

> Montrer également que la spécificité de JOB c'est son ouverture aux initiatives et propositions citoyennes, qui permet différent niveau d'implication. Un bénévole peut tout autant donner un coup de main sur un évènement qu'agir directement dans l'élaboration de la programmation.

3 – Atelier de partage (1h30)

Explication de la formule aux participants et des trois questions :

1 - Qu'est-ce qui est important pour moi dans ce qui vient d'être dit ? Qu'est-ce que j'ai retenu, qu'est-ce qui me touche ?

2 - A quelle initiative j'aimerais participer ? Ou qu'est-ce que j'aimerais proposer ?

3 - De quoi j'ai besoin pour cela ? Quels moyens mobiliser ?

On est sur une formule de type world café, c'est-à-dire qu'il y aura des groupes de 5-6 personnes par tables, avec un facilitateur à chaque table (membres Collectif JOB).

Après avoir discuté d'une question, tous les participants changent de table sauf le facilitateur, qui est chargé de synthétiser les échanges précédents, pour pouvoir les présenter aux nouveaux venus.